

SYRIE

Dix ans de guerre et « plus rien n'est à sa place »



JAMAL A FUI ALEP QUAND IL AVAIT « 5 OU 6 ANS ». C'est en canot pneumatique qu'il arrive en Grèce, où il est désormais demandeur d'asile. Il a 12 ans, en 2020, quand il réalise ce dessin « sur la guerre », avec l'aide d'un autre enfant, Ahmad, « ami palestinien » du camp : « Mon dessin montre la dévastation. La Syrie est détruite ; plus rien n'y est à sa place, comme les couleurs dans ce dessin. »
UNHCR GRECE/ARSIS/DÉFLAGRATIONS

La Syrie telle qu'on l'a connue n'existe plus. Le pays du grand poète Nizar Qabbani, dont le raffinement faisait la fierté du monde arabe, a disparu. Dix années de guerre civile ont disloqué son économie, sa démographie et sa sociologie. Un Syrien qui débarquerait aujourd'hui dans sa patrie, après une décennie d'absence, aurait probablement de la peine à la reconnaître. Et encore plus de peine à retenir ses larmes.

La moitié de la population a été déplacée, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières. Des localités entières ont été rayées de la carte. Dans chaque famille ou presque, on compte un ou plusieurs morts, invalides ou prisonniers. Le conflit syrien, de par sa magnitude, est l'événement emblématique de la brutalisation de notre monde, le marqueur du retour en force de la barbarie,

en ce début de XXI^e siècle. Sur l'indice de développement humain des Nations unies, la Syrie a chuté de quarante places entre 2010 et 2020, passant du 111^e au 151^e rang sur 189. C'est peut-être cela le plus préoccupant. Les villes et les usines se reconstruisent en quelques années. Le capital humain, en revanche, nécessite des décennies pour se reconstituer.

La vanité des despotes

L'avenir est d'autant plus noir qu'aucune solution ne se profile. Les prisons du régime ne désemplissent pas, les camps de réfugiés et de déplacés sont toujours aussi peuplés, et le porte-monnaie de la population n'a, lui, jamais été aussi vide. Avec la dégringolade de la monnaie nationale, près de 90 % des foyers vivent désormais sous le seuil de pauvreté.

Certaines sanctions internationales, mal calibrées, et la faillite des banques libanaises, poumon des entrepreneurs syriens, ont un rôle dans ce désastre. Mais le problème va bien au-delà. Le conflit a porté la nature prédatrice et mafieuse de l'économie syrienne à son paroxysme. Le moteur est cassé et, quelle que soit la quantité d'essence qu'on lui apporte, il ne redémarrera pas sans un gros travail d'assainissement.

Or le mécano en chef, Bachar Al-Assad, le président de la Syrie, n'a aucune intention de mettre les mains dans le cambouis. L'homme, qui a massacré son peuple pour défendre son trône, n'a aucune gêne à le voir faire la queue pour acheter du pain. Lors du scrutin en carton-pâte prévu au printemps, il devrait s'octroyer un nouveau mandat de sept ans, plus que jamais persuadé que la Syrie lui appartient.

Dans l'un de ses poèmes, *Cogitations du leader*, Nizar Qabbani (1923-1998) avait raillé la vanité des despotes. Puisque la culture est peut-être le dernier ciment de cette nation en morceaux, c'est à ce texte qu'on laissera le dernier mot. « *Chaque fois que j'envisage de quitter le pouvoir/Ma conscience me l'interdit.../Qui, après moi, gouvernera ces braves gens ? (...)/ Qui les châtiara de quatre-vingt-dix coups de fouet ?/Qui les crucifiera sur les arbres ?/Qui leur imposera, sinon, de vivre comme les vaches ?/De mourir comme les vaches ?/Chaque fois que j'envisage de les quitter/Mes larmes se déploient comme un nuage !/Je m'en remets alors à Dieu.../Et je décide d'enfourcher le peuple/Jusqu'au jour du Jugement dernier ! » ■*

BENJAMIN BARTHE
(BEYROUTH, CORRESPONDANT)

Bachar Al-Assad, le roi des ruines

Un pays dévasté, une économie en lambeaux, un régime proscrit : après dix ans de guerre, le président syrien ne règne plus que par la soumission et la destruction

BEYROUTH - correspondant

Au début du soulèvement contre le régime syrien, au printemps 2011, les partisans du président Bachar Al-Assad avaient prévenu leurs adversaires : « Assad ou l'on brûle le pays. » Tartinée sur les murs, braillée dans les rassemblements prorégime, martelée dans les médias officiels, la menace était d'une brutalité limpide : la soumission ou la destruction. C'était le diktat de Damas.

Dix ans plus tard, après une guerre civile cataclysmique, Bachar Al-Assad est toujours en place. Mais il règne sur un tapis de ruines. Le pacte léonin au fondement de son pouvoir a fait le vide autour de lui. Les combats ont pratiquement cessé, le régime a survécu, mais la Syrie a imploré. Ses habitants sont à genoux et leur patrie est en lambeaux. Ce n'est plus « Assad ou l'on brûle le pays », mais « Assad et le pays carbonisé ». La soumission et la destruction.

Lui ne donne pas l'impression d'avoir changé, ou si peu. Quelques rides sur les tempes et la paire de fines lunettes qu'il chausse pour lire ses discours attestent du passage des années. Mais le quinquagénaire, arrivé à la présidence en 2000, a conservé l'allure svelte de ses débuts. Prompt à tomber le costume cravate lorsqu'il se rend sur le terrain, il arbore toujours cette apparence affable, accessible, à l'origine de la réputation de modernisme qui avait accompagné ses premiers pas sur la scène internationale. L'exact inverse de l'image compassée, rigide, vieillie avant l'âge, de son père et prédécesseur, Hafez Al-Assad. Le 8 mars, ses services ont annoncé qu'il était porteur du Covid-19, ainsi que son épouse, Asma, tout en précisant que le deux étaient « en bonne santé ».

D'ici à la fin du printemps, l'homme aura selon toute vraisemblance remporté un quatrième mandat de sept ans. Ni le calendrier du scrutin, attendu en mai-juin, ni l'identité des candidats ne sont pour l'instant connus. Mais aucun observateur ne voit Bachar Al-Assad renoncer de son propre gré à se présenter à ce plébiscite à peine déguisé. Et, en l'absence d'alternative, son protecteur russe est peu susceptible de l'empêcher de concourir, aussi agacé soit-il par ses maigres performances.

RECONQUÊTE INCOMPLÈTE

Tout converge vers la réélection de ce paria aux mains poissées de sang, à qui l'on promettait, il y a quelques années, un destin funeste : l'exil, le cachot ou la tombe. « Le régime se sent victorieux car il pense que le plus dur est derrière lui, estime un diplomate étranger qui se rend régulièrement à Damas. Entre 2012 et 2014, on avait l'impression que les deux tiers de la planète étaient ligüés contre lui. Les groupes armés contrôlaient la majeure partie du territoire et paraissaient sur le point de pénétrer dans la capitale. On pensait que c'était fini. »

Et puis, comme des dominos, les zones tenues par la rébellion sont tombées, l'une après l'autre. Qoussair en 2013, Homs en 2014, Alep et Daraya en 2016, Douma et Deraa en 2018. La dévastation semée par les bombardements russes, la famine générée par les sièges de l'armée régulière et les coups de boutoir des unités d'élite épaulées par des milices chiites pro-iraniennes ont fait céder les insurgés. La « Syrie utile » – l'épine dorsale du pays le long de l'axe Damas-Alep – est repassée sous la coupe des pro-Assad.

Mais la reconquête est incomplète. La poche d'Idlib, dans le nord-ouest, demeure sous

le contrôle du groupe islamiste radical Hayat Tahrir Al-Cham, qui a le soutien de la Turquie. Les steppes du Nord-Est sont toujours contrôlées par les Forces démocratiques syriennes, une milice à dominante kurde, protégées par un contingent de quelques centaines de soldats américains. Dans la Badiya, le vaste désert qui s'étend des faubourgs de Damas à la vallée de l'Euphrate, des cellules de l'organisation Etat islamique sévissent encore. Et à Deraa, à la pointe sud de la Syrie, pas une semaine ne passe sans qu'un checkpoint soit mitraillé.

Surtout, parallèlement à l'écrasement de l'insurrection, le pays a été broyé. On recense entre 300 000 et 500 000 morts, 1,5 million d'invalides, 5,6 millions de réfugiés et 6,2 millions de déplacés. Un tiers du parc immobilier a été détruit ou endommagé. Selon un rapport publié en mai 2020 par le Syrian Center for Policy Research, un cabinet d'études indépendant, les pertes cumulées de la guerre s'élèvent à 530 milliards de dollars (436 milliards d'euros). D'après cette même source, le pays a perdu les deux tiers de son produit intérieur brut, passé de 60 milliards de dollars en 2010 à 21 milliards en 2019.

GOUFFRE ÉCONOMIQUE

Hormis la réfection des principaux axes routiers et la restauration d'une partie des souks d'Alep, financée par la Fondation Aga Khan, la reconstruction est au point mort. Et pour cause : les caisses de l'Etat sont vides. Le pétrole, le tourisme et les phosphates, les trois principales sources de revenus du gouvernement avant 2011, ne rapportent presque plus rien. La plupart des puits d'hydrocarbures sont situés dans le Nord-Est, sous tutelle kurde. Les visiteurs étrangers ne sont pas près de revenir. Quant aux mines de phosphates, leur exploitation a été concédée à une compagnie russe, en guise de remerciement pour le sauvetage de Bachar Al-Assad.

Loin de remonter la pente, le pays s'enfoncé dans le gouffre. L'épidémie de Covid-19, la faillite du secteur bancaire libanais, où de nombreux Syriens avaient l'habitude de placer leurs avoirs, désormais inaccessibles, et l'entrée en vigueur aux Etats-Unis de la loi César, qui menace de sanctions toute entité en lien avec Damas, ont encore un peu plus asphyxié la production et les échanges. La peur du gendarme américain expose la population à un blocus économique de fait.

En conséquence, la dégringolade de la livre syrienne s'est accélérée, et le prix des produits de base s'est envolé, obligeant le gouvernement à réduire ses subventions sur le pain, le fuel et le gaz. Les files d'attente devant les boulangeries et les stations-essence s'étirent sur des centaines de mètres, parfois des kilomètres, suscitant une grogne de plus en plus marquée. Y compris dans la communauté alaouite, la minorité dont le clan Assad est issu, traditionnellement socle du régime.

Selon une récente étude du Parti communiste syrien, un satellite du pouvoir central, le coût de la vie pour une famille de cinq personnes a doublé en un an, passant de 380 000 livres à 732 000 livres (de 613 euros à 1181 euros) par mois. C'est quinze fois le salaire minimum dans la fonction publique, et douze fois le salaire moyen d'un médecin. Selon l'Organisation des Nations unies, 12,4 millions de Syriens – soit 60 % des habitants – sont désormais en état d'insécurité alimentaire. Un chiffre jamais atteint en Syrie, qui a bondi de 57 % en un an.

Dans ce contexte, le gouvernement se garde de parader. Bachar Al-Assad prend soin de ne pas crier victoire, bien conscient que

ses fruits sont particulièrement amers. Il s'abstient aussi de chercher les moyens de répondre à la crise, qu'il attribue entièrement à la « guerre économique » que l'Occident aurait déclenchée contre lui après avoir perdu la bataille sur le terrain militaire.

« Bachar n'a aucun projet pour l'après-guerre, aucun plan pour rassembler les Syriens », témoigne un autre diplomate, qui fait la navette Beyrouth-Damas. En dix années de guerre, le régime s'est rétracté, recroquevillé sur une mission unique : tenir bon. « Assad continue d'user de la rhétorique de la souveraineté et de la résistance, mais, dans les faits, il a renoncé à toute prétention autre que sa propre survie », renchérit Alex Simon, analyste au centre de recherche Synaps, installé à Beyrouth.

Le parti Baas, pilier du système dont Bachar Al-Assad avait hérité en 2000, pétri d'idéaux panarabes et laïcisant, n'est plus qu'une coquille vide. En amont des élections législatives de l'été 2020, la direction a tenté de le ressusciter en organisant une consultation interne, destinée à faire émerger de nouvelles figures, « mais ce processus n'a mené à rien. Le commandement du parti a imposé ses candidats, en passant outre au choix des adhérents », soupire un ancien haut fonctionnaire, qui a fait défection.

L'alliance avec la bourgeoisie d'affaires sunnite, autre point fort du régime fondé par Hafez Al-Assad, a volé en éclats. Les membres de la vieille élite économique qui n'ont pas fait leurs valises pendant la guerre ont été supplantés par une nouvelle génération d'oligarques, enrichis par la contrebande, le racket et les filières de contournement des sanctions étrangères. Cette bascule a été mise en lumière par les élections aux chambres de commerce et d'industrie de Damas et d'Alep, à l'automne 2020.

La première a vu la montée en puissance de Wassim Qattan, parfait inconnu avant 2011, qui a fait fortune dans le trafic généré par le siège de la Ghouta, la banlieue orientale de Damas. La seconde a été marquée par la victoire du clan Katerji, une famille de modestes commerçants, qui a la haute main sur le négoce de produits pétroliers entre les zones kurdes et les secteurs sous contrôle gouvernemental. « Cette nouvelle bourgeoisie est encore plus dépendante du régime que les capitalistes traditionnels, qui avaient conservé une certaine marge de manœuvre », relève Joseph Daher, chercheur à l'Institut universitaire européen (EUI) de Florence (Italie) et spécialiste de la Syrie.

MAINMISE SUR LES AFFAIRES

La redistribution des prébendes économiques a fait un perdant : Rami Makhlof. Le cousin de Bachar Al-Assad, connu avant la guerre comme l'homme le plus riche de Syrie, a été dépossédé du joyau de son empire, la compagnie de téléphonie mobile Syriatel, passée sous la supervision directe du palais présidentiel. Son rôle de banquier du régime a été partiellement récupéré par le frère cadet du président, Maher Al-Assad, commandant de la 4^e division blindée, une unité d'élite qui a développé des affaires très juteuses en parallèle de ses activités militaires.

Les troupes de Maher ont fait main basse sur le trafic de ferraille, collectée dans les gravats des ex-bastions de l'opposition, notamment le cuivre, qu'elles exportent jusqu'aux Emirats arabes unis. Ces soldats sont aussi spécialisés dans la levée de taxes, sur les convois de marchandises transitant dans le nord de la Syrie, entre zones rebelles et loyalistes. « Le régime phagocyte les activités économiques traditionnellement conduites par les institutions étatiques ou le secteur privé, expose l'analyste syrien Ayman Aldassouky, de l'EUI. Ce phénomène de captation existait avant la guerre, mais il s'est accéléré. »

Pour se donner un peu d'air, Bachar Al-Assad a fait quelques gestes en direction des milieux conservateurs sunnites. Début décembre 2020, il a prononcé devant un parterre d'oulémas un discours dans lequel il a critiqué la laïcité et le néolibéralisme – qui mènerait selon lui au mariage gay – et déclaré que la religion doit être la pierre angulaire de la société. En 2018, il avait lancé une vaste

LES DATES

2011

Mars Premières manifestations anti-Assad à Damas et à Deraa

Juin Début de la militarisation du soulèvement

2012

Juillet Conquête d'Alep-Est par la rébellion

2013

Août Bombardement chimique de la Ghouta, banlieue de Damas, par le régime

2014

Septembre Début des bombardements occidentaux contre l'organisation Etat islamique (EI)

2015

Été Afflux massif de réfugiés en Europe

Septembre Intervention russe en soutien au régime

2016

Août Intervention turque contre l'EI et les forces kurdes

Décembre Reconquête d'Alep-Est par le régime

2017

Octobre Défaite de l'EI à Rakka

2018

Avril Reconquête de la Ghouta par le régime

Juillet Reconquête de Deraa, berceau du soulèvement

2019

Mars Chute du dernier bastion de l'EI à Baghouz

2021

Printemps Réélection programmée de Bachar Al-Assad

La première dame de Syrie, des bonnes aux basses œuvres

A côté de ses activités caritatives, Asma Al-Assad s'est associée à des affairistes, qui ont fait fortune grâce à la guerre, pour assurer les intérêts de son clan

BEYROUTH - correspondant

On l'a d'abord encensée comme une « Lady Di arabe », au début des années 2000, pour la touche glamour qu'elle apportait à un régime poussiéreux. Elle a ensuite été qualifiée de « Marie-Antoinette syrienne », frivole et sans cœur, quand en 2012, en pleine répression du soulèvement anti-Assad, le piratage des courriels du couple présidentiel a révélé qu'elle commandait des escarpins Louboutin sur Internet. Puis, entre 2018 et 2019, alors qu'elle luttait contre un

cancer, la propagande d'Etat l'a dépeinte en mère Courage, poursuivant ses activités caritatives malgré la chimiothérapie, pour mieux exalter la résilience du régime tout entier.

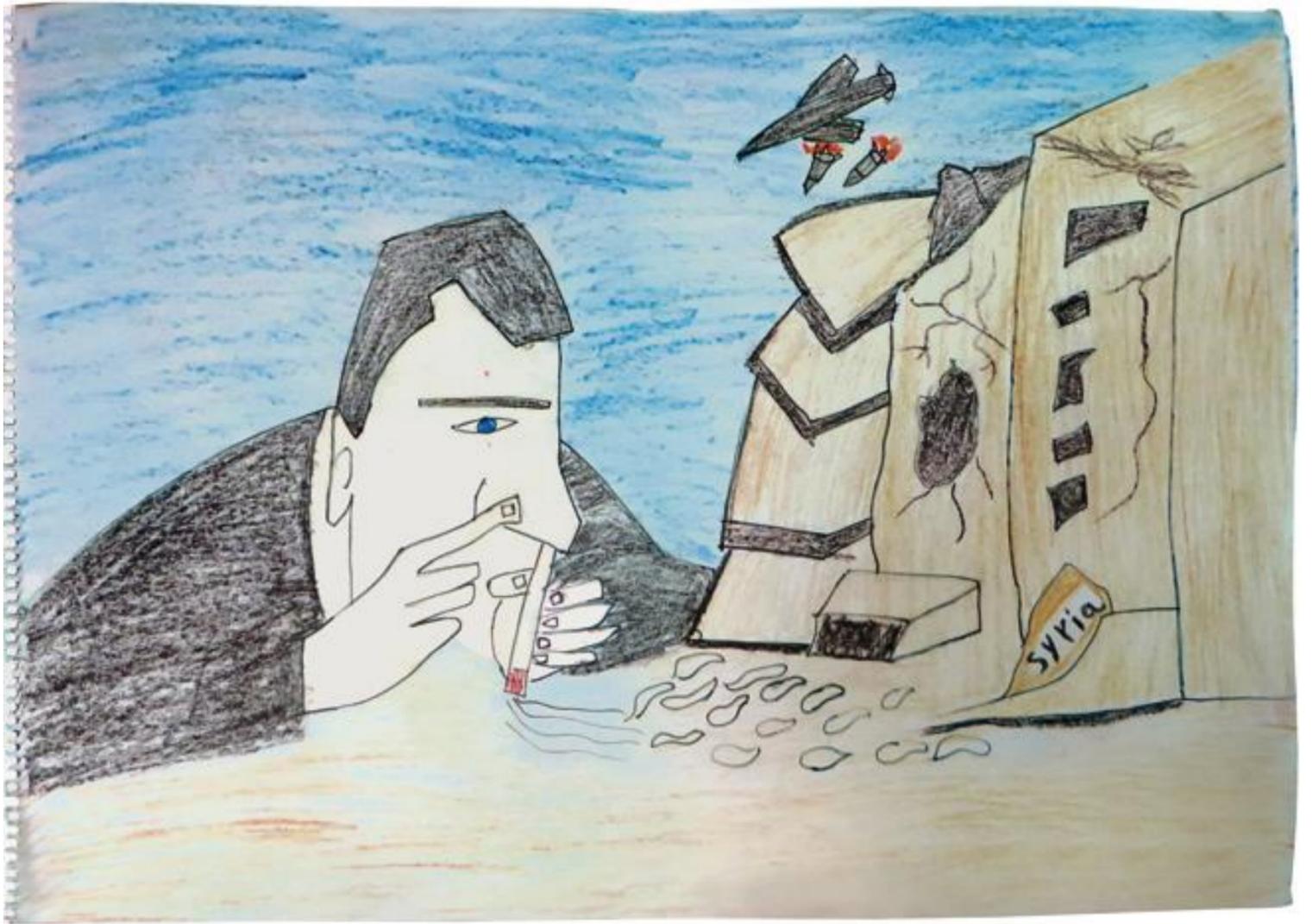
Depuis un an et demi, l'épouse du président syrien Bachar Al-Assad donne à voir une autre facette de sa personnalité : la femme d'affaires sans scrupules, déterminée à enrichir son clan malgré la guerre. Celle que le magazine de mode américain *Vogue* avait qualifiée de « rose du désert », en février 2011, quelques semaines avant le début du sou-

lèvement anti-Assad, a aiguisé ses épines. La transformation n'a pas échappé aux limiers du Trésor américain qui l'ont placée sous sanctions, en juin 2020, de même que des membres de sa famille et des entrepreneurs proches d'elle.

Bienfaitrice des blessés

Avant d'apparaître comme une « profiteuse de guerre », selon Washington, Asma Al-Assad gérait les bonnes œuvres du régime. A la tête du Syria Trust for Development (STD), une ONG fondée en 2007, elle coordonnait la distri-

CE DESSIN A ÉTÉ RÉALISÉ PAR UNE ADOLESCENTE DE 17 ANS, dans un atelier situé dans l'est d'Alep, en 2014. A cette époque, les quartiers orientaux de la ville, sous contrôle de l'opposition, sont la cible de bombardements quotidiens des avions et des hélicoptères du régime. SOLINFO/DÉFLAGRATIONS



réforme accordant au ministère des affaires religieuses un droit de regard sur les politiques éducatives et culturelles.

Mais cette manœuvre pour renouer avec la majorité sunnite du pays, vivier de l'insurrection, est cousue de fil blanc. Les communautés minoritaires, comme les syriaques et les alaouites, chair à canon du régime, se sont émues d'une possible remise en cause de leur statut. Les populations sunnites, cible numéro un des bombardements loyalistes, semblent quant à elles peu susceptibles d'avaliser cette propagande.

« Le régime a perdu le soutien d'une grande partie du clergé sunnite, qui a été exclu de la représentation parlementaire lors des élections de juillet 2020, dit Agnès Favier, directrice du programme Syrie à l'EUI de Florence. Il a aussi marginalisé les cheikhs soufis loyalistes, qui ont joué un rôle très important dans le redéploiement des forces progouvernementales à l'intérieur des fiefs rebelles de la banlieue damascène. La réconciliation entre ce courant et le régime n'est pas pour demain. »

Le dernier levier d'allégeance à la disposition du pouvoir est la coercition. Si le Baas est sclérosé et si les notables sunnites ont été mis sur la touche, Bachar Al-Assad peut toujours miser sur les moukhabarat, ses services de renseignement. Ce sont eux qui sont chargés de ramener dans le rang les alaouites un peu trop critiques. Parmi les personnalités récemment arrêtées figure Hala Al-Jarf, une présentatrice de télévision originaire de Lattaquié. Son crime : avoir écrit sur Facebook : « Dieu merci, nous n'avons plus de pain mais nous avons une branche chargée de la cybercriminalité. » Une allusion au service de police qui surveille les réseaux sociaux.

Et après ? Comment le pouvoir envisage-t-il l'avenir ? Le scénario le plus probable est qu'il poursuive sur sa lancée, sans faire la moindre concession, fût-elle minime. Il l'a démontré, au mois de novembre 2020, durant la conférence sur le retour des réfugiés

organisée à Damas. Cette grand-messe a été montée à la demande expresse de la Russie, dans l'espoir que le rapatriement de ces déracinés incite les capitales occidentales à financer la reconstruction de la Syrie.

Mais le régime, peu pressé d'ouvrir ses frontières à des populations qui lui sont en grande majorité hostiles, n'a fait aucun effort pour donner à cet événement un peu de substance. Bachar Al-Assad n'a pas daigné s'y rendre et a prononcé par vidéo un discours orwellien, dans lequel il a accusé les Etats occidentaux de s'opposer au retour des réfugiés, passant sous silence la principale raison de leur réticence à revenir : la peur que leur inspire son régime. « C'est caractéristique de la manière dont le régime gère la comédie russe, analyse Alex Simon. Il est obligé de jouer le jeu, mais il ne fait aucun mystère de sa mauvaise foi et de son manque total d'adhésion. »

CORDON DIPLOMATIQUE

Cette attitude s'observe aussi dans les débats du Comité constitutionnel, à Genève. Cet organe formé à l'initiative de Moscou et d'Ankara, composé de représentants du pouvoir et de l'opposition, est censé amender la Constitution syrienne. Mais, un an et demi après leur réunion inaugurale, en septembre 2019, les délégués n'ont pas réussi à réécrire le moindre article, en raison de l'obstruction des émissaires de Damas. « Le pouvoir russe déteste ce régime, qu'il trouve incompetent et corrompu. Il aimerait le rendre un peu plus présentable. Mais Bachar n'est pas prêt à lui faire ce cadeau », dit Alex Simon.

Le régime a ses raisons. Il estime qu'aucun compromis de sa part ne sera jamais suffisant pour les Occidentaux. L'opposition, basée à Istanbul, ne l'inquiète pas. Rendue inaudible par son éloignement du terrain et ses bisbilles internes, elle n'a pas les moyens de capitaliser sur la détresse de la population. « Les responsables à Damas estiment que le temps joue pour eux, confie un diplomate. Ils

sont optimistes, ou du moins ils s'astreignent à l'être. Ils savent que, le jour où les Etats-Unis retireront leurs forces du Nord-Est, ils remettront la main sur leurs puits de pétrole. Ils pensent que les Occidentaux finiront un jour par reprendre langue avec eux. »

Pour l'instant, le cordon diplomatique anti-Assad semble solide. Les velléités de normalisation, observées en 2018-2019 dans quelques chancelleries européennes, ne se sont pas matérialisées. La réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe, donnée un temps pour imminente, a été gelée par l'ex-président américain Donald Trump. « La normalisation sera lente, mais le régime est prêt à patienter, estime Bassel Kaghadou, ancien consultant du gouvernement de Damas. La souffrance sociale ne compte pas dans les Etats policiers. Les dollars que les réfugiés envoient à leur famille permettent d'atténuer l'effet de la crise. Dans les années 1980, Hafez Al-Assad était en butte au boycott et aux sanctions des Etats-Unis. Et finalement, Bill Clinton l'a rencontré. »

Un obstacle se dresse sur la route du fils : l'activisme des ONG syriennes et internationales, leur mobilisation contre les crimes du régime. Du temps d'Assad père, les preuves de la répression manquaient. Aujourd'hui, les défenseurs des droits de l'homme croulent sous la documentation. Vidéos, photos, écrits, lettres officielles... Ce travail de collecte sans précédent a débouché, fin février, sur la condamnation d'un ancien agent des moukhabarat à quatre ans et demi de prison, pour complicité de crimes contre l'humanité, par un tribunal allemand. Le premier verdict du genre depuis le début de la guerre civile.

Si cette pression se poursuit, la réhabilitation de Bachar Al-Assad sera très difficile. Mais si la vigilance faiblit, tous les scénarios sont possibles. Le régime fait le pari de l'oubli, de la banalisation, du cynisme. Ses adversaires réclament justice. Entre les deux camps, la course est engagée. ■

BENJAMIN BARTHE

butation d'aide aux handicapés, aux femmes ou aux régions rurales. La fondation jouait le rôle de vitrine civile d'un régime à forte connotation sécuritaire et militaire. Puis, à partir de 2012 et de la militarisation du soulèvement, le Syria Trust s'est transformé en un ministère des affaires humanitaires de fait, doté de 1500 employés.

Pour les agences des Nations unies – qui ne reconnaissent pas les sanctions unilatérales de Washington et de Bruxelles –, travailler dans les zones sous contrôle gouvernemental sans passer par les réseaux d'Asma Al-Assad

est devenu très difficile. A grand renfort de photos sur les réseaux sociaux, la première dame de Syrie est devenue la bienfaitrice des blessés et des veuves de guerre, la consolatrice en chef des familles alaouites, la communauté dont le clan Assad est issu. Outil de communication, levier de captation de l'aide internationale, « le STD a joué un rôle non négligeable dans la survie du régime », indique Ayman Al-Dassouky, chercheur à l'Institut universitaire européen, à Florence.

Mais Asma Al-Assad n'a pas voulu se contenter de ce rôle.

Cette Syro-Britannique, élevée à Acton, une banlieue huppée de Londres, et qui a travaillé à la banque JPMorgan avant d'épouser Bachar Al-Assad, participe désormais à la gestion des finances du clan au pouvoir. Avec Maher Al-Assad, le frère de son époux, elle a récupéré une partie des attributions de Rami Makhlouf, le riche cousin du président syrien, dont la mise à l'écart, à la fin 2019, ne lui est pas étrangère, et qui officiait jusque-là comme banquier du régime.

« Asma pense à ses propres enfants, elle veut assurer leurs intérêts

à long terme, expliquait, en 2020, au Monde, Ayman Abdel Nour, directeur du site d'informations all4Syria. Elle ne se satisfait plus des versements des hommes d'affaires prorégime, elle veut faire passer leurs avoirs sous son nom et celui de Bachar. »

Active en coulisses

Asma Al-Assad s'est ainsi associée avec certains des nouveaux nababs de Syrie, notamment Khodr Ali Taher, l'homme qui coordonne l'acheminement des produits de consommation turcs jusqu'à Damas, via la zone rebelle d'Idlib.

À PROPOS DES DESSINS

POUR LES JOURNALISTES et les photographes, accéder à la Syrie est devenu difficile. A la censure imposée par le régime et par son allié russe se sont greffées des restrictions aux frontières contrôlées par la Turquie et l'Irak. La peur qui bâillonne les Syriens est un autre obstacle quasi infranchissable. Comment, dès lors, montrer la Syrie ; provoquer la rencontre nécessaire au reportage, à l'enquête ?

A défaut d'enclencher le dialogue sur le terrain du réel, nous avons opté pour celui de l'image et de la souvenance, avec des dessins d'enfants originaires de Deraa, de Rakka ou d'Alep. Les publier, c'est rendre à la jeunesse un peu de son droit à l'expression – liberté qu'elle avait revendiquée avec panache, en 2011 – et explorer sa version de l'histoire.

Durant dix ans de guerre, aucune des violences (bombardements, combats, détention, torture...) infligées aux adultes n'a été épargnée aux enfants. Les plus jeunes ont été la cible de massacres, de représailles à caractère ethnique, de kidnappings et de détention pour rançonner ou faire plier leurs aînés.

Leur rôle ne se limite pas à celui de victime. En inscrivant sur le mur d'une école le premier slogan révolutionnaire, ils furent des initiateurs du soulèvement populaire, des acteurs dans les manifestations, des

enfants-soldats. Partout et toujours, les témoins directs de la guerre et de l'exil.

Ces dessins, réalisés, entre 2012 et 2020, dans des écoles syriennes ou dans des camps de réfugiés, ont rejoint le corpus de « Déflagrations », un projet qui a pour mission de sauvegarder et de montrer ces regards uniques, portés sur les conflits en Syrie et dans le monde depuis la première guerre mondiale. Une partie de ces archives est actuellement exposée au MuCEM, à Marseille, et publiée dans le catalogue *Dessins d'enfants et violences de masse*, sous la direction de Zérane S. Girardeau (coédition MuCEM-Lienart, 168 pages, 29 euros). En s'exprimant, les enfants syriens – au même titre que les adultes – encourrent toutes sortes de châtements. Leur anonymat a donc été préservé.

Mystérieux ou remarquablement précis, leurs traits de crayon mêlent des éléments aussi disparates qu'une fleur ou une scène de décapitation. Des atrocités connues, mais la question n'est pas là. Chaque parent le sait : l'enfant ne conserve qu'exceptionnellement son dessin. Celui-ci est offert, confié, ou déposé à qui voudra bien le regarder. Ce que ces dessins interrogent, c'est notre réceptivité, notre responsabilité, une fois que nous sommes dépositaires de leur mémoire. ■

CÉCILE HENNION

Le Syria Report, un site d'information économique syrien, a relevé que l'une des sociétés gérées par cet affairiste s'appelle « Emma », prénom utilisé par Asma Al-Assad du temps de sa jeunesse anglaise. L'épouse de Bachar Al-Assad est aussi proche de la famille Ibrahim, de riches investisseurs actifs sur le marché des télécommunications.

Elle s'active également dans les coulisses de la scène internationale, via l'association prorégime de son père, la British Syrian Society. Selon l'analyste Charles Lister, affilié au Middle East Institute, celle-ci a par exemple orga-

nisé, en 2019, avec le Carter Center de l'ancien président américain Jimmy Carter, une conférence à Londres consacrée au rétablissement de la « souveraineté » du régime sur le territoire syrien.

S'il fallait poursuivre le petit jeu des analogies, Asma Al-Assad se situerait aujourd'hui quelque part entre Leïla Ben Ali, la très cupide femme de l'ex-despote tunisien Zine Al-Abidine Ben Ali, et Imelda Marcos, l'ex-reine de beauté de Manille, autoproclamée conseillère de son dictateur de mari, Ferdinand Marcos. ■

B. BA.

DESSIN RÉALISÉ, EN 2015, PAR UN GARÇON DE 13 ANS, dans une école d'Alep située en zone contrôlée par l'opposition. L'uniforme du soldat arbore le drapeau syrien du régime, inspiré du nationalisme arabe (deux étoiles entre une bande rouge et une bande noire). Quant aux révolutionnaires, ils se sont réapproprié le drapeau national d'avant le coup d'Etat militaire du parti Baas, en 1963, qui marqua l'avènement de la dynastie des Assad.

SOLINFO/DÉFLAGRATIONS



Les maîtres d'Idlib polissent leur image

Le groupe Hayat Tahrir Al-Cham, qui contrôle le fief rebelle, a renoncé au djihad global et multiplie les compromis à l'attention de l'Occident

BEYROUTH - correspondant

La photo a fait le tour des réseaux sociaux syriens en un clin d'œil. Publiée début février par le journaliste Martin Smith sur son compte Twitter, elle le montre en compagnie d'Abou Mohammed Al-Joulani, le leader du groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une émanation d'Al-Qaida aux commandes de la province rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Interviewé pour l'émission « Frontline », diffusée sur la chaîne américaine PBS, le trentenaire à la grosse barbe brune, qui a fait ses armes dans l'insurrection anti-américaine en Irak, arbore un blazer bleu marine et une chemise soigneusement boutonnée. Une tenue passe-partout, aux antipodes du style treillis-turban-kalachnikov qu'il affectionne habituellement.

Ce relookage théâtral n'est pas innocent. Il vise à ancrer l'idée que l'ancien chef de guerre salafiste djihadiste, classé terroriste par les Nations unies, a changé. Arrivé sur le champ de bataille syrien en 2013 comme commandant du Front Al-Nosra – le fer de lance de la rébellion, qui multipliait les attentats-suicides contre les positions du régime et revendiquait son affiliation à Al-Qaida –, il dirige aujourd'hui une organisation en rupture avec le discours et les méthodes de cette nébuleuse transnationale.

Purgé de ses éléments les plus radicaux, opposé à toute attaque à l'étranger, HTC se présente comme un mouvement islamiste révolutionnaire syrien, préoccupé avant tout par la préservation de son mini-fief: une poche de 3 000 kilomètres carrés, peuplée de 2,6 millions d'habitants, dont 50 % de déplacés, et qui constitue l'ultime possession des anti-Assad. L'opération de reconquête de ce territoire, lancée au printemps 2019 par le régime syrien avec le soutien de l'aviation russe, a buté sur les forces turques qui y sont déployées. Après des mois de bombardements ayant causé une catastrophe humanitaire, Ankara et Moscou se sont accordés, en mars 2020, sur un cessez-le-feu, toujours en vigueur.

« Ce que HTC vise avant tout, c'est la survie, expose Patrick Haenni, analyste au Centre pour le dialogue humanitaire, une ONG de médiation, qui s'est rendu à plusieurs reprises ces dernières années à Idlib. Joulani sait que la prise de Damas n'est pas à l'ordre du jour et qu'il lui faut tenir dans une guerre d'usure. Le maître mot de HTC, c'est la résilience, beaucoup plus que le djihad. »

C'est au printemps 2015 que le Front Al-Nosra et d'autres groupes armés syriens se sont emparés de la ville d'Idlib. La nécessité d'unir les rangs rebelles face à l'armée russe, arrivée au secours du régime Assad en septembre de cette année, a incité Joulani à se débarrasser de l'encombrante étiquette Al-Qaida. Le divorce avec l'internationale fondée par Oussama Ben Laden a été prononcé en juillet 2016, en même temps que le front se rebaptisait « Fatah Al-Cham ». Six mois plus tard, ce mouvement fusionnait avec quatre autres formations islamistes pour donner naissance à Hayat Tahrir Al-Cham.

GOVERNANCE LÂCHE

Une phase chaotique s'en est suivie, jusqu'en 2019, durant laquelle la nouvelle incarnation d'Al-Nosra a attaqué ses rivaux l'un après l'autre, pour imposer sa loi à Idlib. Parallèlement, HTC a mis en place un appareil de gestion des affaires civiles, nommé « gouvernement de salut syrien », qui a évincé sans ménagement les conseils locaux reliés au gouvernement intérimaire de l'opposition syrienne en exil, opérant du sud de la Turquie. Durant cette période, HTC a aussi emprisonné de nombreux militants révolutionnaires, laissant planer la peur d'une transformation du bastion rebelle d'Idlib en un émirat fondamentaliste.

Mais Joulani, contrairement à Abou Bakr Al-Baghdadi, le défunt calife de l'organisation Etat islamique, n'a pas suivi cette direction. Hormis dans le domaine sécuritaire et financier, le système de gouvernance mis en place dans la province est resté lâche. HTC, qui n'a pas les moyens de s'offrir une administration pléthorique, a délégué son autorité aux notables pieux d'Idlib, à la classe moyenne éduquée et à des organismes in-

ternationaux. « Les membres de HTC nous laissent travailler. On a une centaine d'employés sur le terrain, qui n'ont jamais eu le moindre problème avec eux », témoigne un responsable humanitaire occidental, actif dans le domaine de la santé.

Le secteur éducatif est pareillement géré par des entités étrangères. La société américaine Chemonics, spécialisée dans les programmes de stabilisation post-conflit, est par exemple chargée de l'enseignement primaire. Les professeurs utilisent les manuels scolaires en usage dans les zones sous contrôle gouvernemental, simplement expurgés des passages glorifiant le régime Assad. Leur impression, après validation de leur contenu par l'Unicef, a été financée par la Qatar Charity, le bras humanitaire de la pétromonarchie du Golfe.

Même à la faculté de charia (loi islamique) de l'université d'Idlib, HTC n'a pas imposé l'école de jurisprudence hanbalite, socle de la pensée salafiste, dont ses dirigeants sont nourris. « Nous suivons les écoles hanafite et chaféite, qui sont celles de la majorité des musulmans syriens », précise Bassam Sahyouni, le ministre de l'éducation du gouvernement de salut syrien, contacté à Idlib. « HTC pratique une forme assez classique de pouvoir rebelle local, mâtinant pratiques autoritaires, références religieuses et incantations révolutionnaires », juge Patrick Haenni.

Ces deux dernières années, parce que son hégémonie ne souffre plus la moindre contestation, HTC a lâché un peu de lest. Certains de ses prisonniers ont été relâchés, comme le journaliste citoyen Amjad Al-Maleh, qui a subi des tortures en prison. Les persécutions dont ont pu souffrir les adeptes locaux du soufisme, un courant islamique ésotérique, perçu par les djihadistes comme une hérésie, ont cessé. Un dialogue s'est même ouvert avec la toute petite communauté chrétienne d'Idlib.

« Cette minorité a souffert par le passé de harcèlement et de confiscation de maisons, notamment de la part de membres de HTC. La direction du mouvement s'efforce désormais de régler ces problèmes. La manière dont elle se comporte vis-à-vis des minorités est en train de changer », indique Daren Khalifa,

analyste au sein de l'International Crisis Group, familière elle aussi de la région d'Idlib. « Le groupe a adopté une ligne moins conservatrice, dans l'espoir d'être retiré de la liste des organisations terroristes », abonde le journaliste local Fared Alhor.

Dans cette optique, le maître d'Idlib a donné d'autres gages de pragmatisme. En juin 2020, afin de protéger le cessez-le-feu, il a expulsé de la ligne de front le groupuscule Hurras Al-Din, qui a récupéré le titre de franchise syrienne d'Al-Qaida, abandonné en 2016 par Al-Nosra. En septembre, HTC a arrêté le prêcheur niçois Omar Omsen, installé sur son territoire, à l'origine du départ vers la Syrie de nombreux Français. En octobre enfin, un missile tiré par un drone américain a foudroyé deux cadres d'Hurras Al-Din. Beaucoup de commentateurs ont estimé que l'attaque n'aurait pas pu être menée sans des renseignements très précis fournis aux Etats-Unis par HTC via la Turquie.

FIN DE NON-RECEVOIR

Ces gestes doivent-ils inciter les pays occidentaux à réviser leur attitude vis-à-vis de Joulani? International Crisis Group et le Centre pour le dialogue humanitaire suggèrent de conditionner le dialogue avec l'ancien djihadiste à des progrès en matière de respect des droits de l'homme. Ce serait selon eux la seule façon d'éviter une reprise des combats et donc un nouveau désastre humanitaire. « HTC veut vraiment se normaliser, ce n'est pas un jeu », plaide Fared Alhor. « Les négociations avec ce groupe ne mèneront à rien, c'est comme négocier avec les talibans en Afghanistan », rétorque Amjad Al-Maleh.

La communauté internationale semble partager son avis. « On a bien noté que HTC n'a aucune intention d'agir hors de Syrie, confie un diplomate occidental. Mais on reste loin du compte. On a toujours affaire à une formation ultraconservatrice et brutale. » Le lendemain de la publication de la photo de Joulani en blazer, le département d'Etat américain a posté sur Twitter un message en forme de fin de non-recevoir. « Élégant costume, Joulani. Tu peux changer de tenue. Mais tu seras toujours un terroriste. » ■

BENJAMIN BARTHE

« ON RESTE LOIN DU COMPTE. ON A TOUJOURS AFFAIRE À UNE FORMATION ULTRA-CONSERVATRICE ET BRUTALE », CONFIE UN DIPLOMATE OCCIDENTAL



DÉTAIL DU DESSIN
D'UNE FILLETTE
DE 8 ANS originaire
de Deraa, dans le sud
de la Syrie. Elle l'a
réalisé en 2016, dans un
camp de réfugiés en
Jordanie. Médecins
sans frontières rappelle
que beaucoup d'enfants
syriens, désormais
réfugiés, ont assisté
« aux décapitations
de civils par les
membres de Daech ».
MÉDECINS SANS
FRONTIÈRES/DÉFLAGRATIONS

A Alep, le règne du clan Katerji, profiteurs de guerre notoires

Le chaos de l'après-guerre bénéficie à ces chefs de milices, enrichis par la contrebande avec le régime, les Kurdes et l'Etat islamique

BEYROUTH - correspondance

Sous un portrait de Bachar Al-Assad, de grandes tablées festives ont été dressées par la famille Katerji pour célébrer le second mandat de député d'un des leurs, Hossam. La photo a été prise à Alep, en juillet 2020. Le clan, inconnu avant 2011, incarne aujourd'hui ceux à qui ces dix ans de conflit ont réussi : les profiteurs de guerre. Hossam est l'un des chefs de milice siégeant désormais au Parlement. A Alep, les combats ont cessé, mais les pénuries continuent de peser sur le quotidien des habitants. Loin de poser problème aux Katerji, cette absence de normalité dans un pays dévasté leur donne des ailes.

La famille, qui a bâti sa fortune sur les ruines et dans le sang, règne sur l'ancienne capitale économique d'avant-guerre. Elle investit dans le métal, l'hôtellerie, l'immobilier... Les Katerji figurent aussi, selon le site économique *The Syria Report*, parmi les spoliateurs qui n'hésitent pas à intimider et à menacer les habitants d'Alep – qui avait été contrôlée par l'opposition de 2012 à 2016, et où sont toujours visibles les destructions causées par les bombardements de l'aviation du régime et de son allié russe – pour qu'ils vendent leurs biens des quartiers orientaux.

Du cash et des hommes armés

« L'immobilier attire la spéculation, mais on ne note guère de dynamisme dans ce secteur à Alep, explique un expert originaire de la ville. Les hôtels et restaurants, fréquentés par les nantis, sont les rares investissements qui rapportent. » La grande cité vit au ralenti. Les cafés populaires et les terrains de foot sont animés, mais l'électricité ne fonctionne que quelques heures par jour (la centrale de la ville n'a pas été réparée), se procurer de l'essence est un calvaire et les prix sont élevés... « Alep n'a pas retrouvé son rôle de carrefour régional. Elle reste coupée de son arrière-pays et cernée de barrages militaires. Dans cette configuration, ceux qui organisent le trafic avec les zones [syriennes] qui échappent au contrôle du gouvernement, avec le Liban ou avec la Turquie, stimulent l'économie d'Alep,

même si ce n'est pas moral », dit l'économiste franco-syrien Samir Aïta.

Les Katerji se sont enrichis en fournissant pétrole et blé au régime de Bachar Al-Assad et en lui servant d'intermédiaires auprès des Kurdes, qui contrôlent des régions riches en ressources naturelles, et auprès de l'organisation Etat islamique (EI). « Le fait qu'ils sont originaires de Rakka [aux mains de l'EI, de 2014 à 2017] et leur connaissance de l'est [de la Syrie] ont facilité leur rôle trouble », estime l'expert.

Leur trafic s'étendrait jusqu'aux territoires tenus par la Turquie, où se situent plusieurs raffineries. Ils ont aussi obtenu des contrats à Homs, dans des activités pétrolières, ou à Tartous, dans l'hôtellerie de luxe... « Plus qu'une famille, c'est un réseau, commente un homme d'affaires syrien. Les Katerji sont comme des rois dans leur jungle. Ils ont du cash et des centaines d'hommes armés à leur solde. Ils n'ont pas le côté costume-cravate d'autres oligarques du régime. Ce sont des fournisseurs sans scrupule, qui répondent au cahier des charges : ravitailler les zones du régime. »

Au sein de la fratrie Katerji, qui partage un goût pour la moustache, Baraa, la quarantaine, est considéré comme le plus influent. Il fut le premier à être placé sous sanctions américaines, en 2018, pour liens avec le régime, « transactions financières » avec l'EI et « trafic d'armes » depuis l'Irak. Réputé proche de Bachar Al-Assad, il siège au Comité constitutionnel syrien, formé sous l'égide de l'ONU en 2019 et composé de représentants du pouvoir, de membres de l'opposition et de la société civile. Egalement sur la liste noire de Washington, le député Hossam aime à se faire photographier en treillis. Quant à Mohamed, sa récente élection à la chambre de commerce d'Alep, en plus de celles de fidèles de la famille, témoigne du bouleversement de l'ordre économique induit par la guerre.

« Le tissu social d'Alep a été très endommagé », rappelle l'expert alépin. La ville compte aujourd'hui quelque 800 000 résidents, moins de la moitié de la population d'avant 2011. Des habitants sont partis vers la côte ; certains, y compris de gros industriels, se sont exilés, notamment en Egypte. D'autres encore ont été déplacés de force

après la victoire du régime, en 2016. « Depuis les nationalisations des années 1950, le milieu des affaires s'est régulièrement renouvelé, poursuit la même source. La guerre a fait émerger de nouveaux acteurs, mais l'entrée en scène des Katerji a été brutale. Ils ne sont pas enracinés à Alep et tentent de le devenir : ils ont par exemple financé le principal club de football de la ville, Al-Ittihad. »

« Nouveaux riches »

Leurs liens avec le pouvoir n'expliquent pas seuls leur réussite. La fratrie bénéficie de l'absence de concurrents. « Il n'y a qu'une poignée de noms capables d'investir à Alep, et en Syrie en général, en raison du manque de liquidités et de l'effet paralysant des sanctions internationales, explique l'homme d'affaires. Ces sanctions ont divisé le monde des affaires en deux : ceux qui en ont peur, et ceux qui s'en fichent – comme les Katerji. » Outre leur impact désastreux sur la population, elles sont par ailleurs exploitées par le régime, qui s'exonère ainsi de toute responsabilité dans le cataclysme économique actuel.

L'influence de ces « nouveaux riches », méprisés par la vieille bourgeoisie, illustre la « montée des inégalités sociales, déplore l'économiste Samir Aïta. A l'autre extrémité du spectre, on va vers plus de pauvreté, voire un risque de famine ». Pour l'heure, rien ne devrait freiner l'ascension des Katerji. Selon des médias pro-opposition, une rencontre entre officiers russes et représentants des Katerji, fin février, aurait permis de sceller un accord : renforcer l'emprise de Moscou au détriment du rival iranien, et celle de la fratrie dans le transfert de pétrole depuis l'Est syrien.

« Leur avenir ressemblera peut-être à celui des ex-miliciens [de la guerre civile] au Liban, qui se sont incrustés dans le business ou la politique », s'inquiète l'homme d'affaires. « Quand les Katerji ne seront plus utiles au régime, ils seront mis sur la touche », pense pour sa part l'expert d'Alep. Quant à sa ville, « son redressement ne dépend pas seulement d'un plan ou de finances. Pour revivre, elle a besoin de retrouver son rôle de carrefour, son lien avec le monde rural, sa raison d'être ». ■

LAURE STEPHAN

Le califat de l'EI se perpétue dans les camps du Nord-Est

Les forces kurdes sont démunies face aux violences et à la radicalisation à Al-Hol et Roj, où sont détenues les familles de djihadistes

Baghoud, dernier bastion de l'organisation Etat islamique (EI), dans le sud-est de la Syrie, n'était pas encore tombé sous l'assaut des forces kurdes et de la coalition internationale, en mars 2019, que, déjà, un nouveau réduit du califat se reconstituait ailleurs. A 300 kilomètres au nord, dans le camp de déplacés d'Al-Hol, des camions à bétail déversaient par milliers des silhouettes fantomatiques : vieillards décharnés, femmes recouvertes de longs niqabs noirs maculés de boue, traînant des ribambelles d'enfants dépenaillés aux traits tirés par la faim et le manque de sommeil, au regard hanté par la mort. Dans la foule, des djihadistes français, séparées de leurs époux et proches tués au combat ou emprisonnés, juraient alors : « D'ici, le califat vivra et se perpétuera ! »

Leur prédiction ne s'est pas démentie. Ce camp fermé du Nord-Est syrien, où s'entassent encore derrière de hauts barbelés près de 65 000 personnes – dont 53 % d'enfants âgés de moins de 12 ans, selon les Nations unies –, s'est transformé en terreau fertile de radicalisation. Dans une région enclavée, située entre la bande frontalière sous occupation turque et des zones contrôlées par le régime syrien, où l'aide internationale arrive au compte-gouttes par la frontière irakienne, l'administration autonome kurde doit gérer seule ceux dont personne ne veut : 30 000 Irakiens, 24 000 Syriens et plus de 10 000 autres de 57 nationalités différentes, dont des Européens que leur pays refuse d'accueillir, à Al-Hol ; quelques milliers d'autres femmes et enfants dans le camp de Roj ; et 11 000 combattants de l'EI, dont 1700 étrangers, détenus dans des prisons mourours.

Quand ce ne sont pas les incendies causés par les réchauds qui viennent faucher une famille entière sous une tente, ce sont les règlements de compte, les décapitations, les attaques de gardiens et les évasions qui rythment la vie à Al-Hol. Depuis janvier, au moins 31 meurtres par objet tranchant ou arme à feu ont été enregistrés, selon Jaber Cheikh Moustafa, un responsable kurde du camp. « Nous pensons que des cellules de Daech sont derrière ces meurtres (...), qui se produisent surtout dans la section réservée aux Irakiens et aux Syriens », a-t-il précisé à l'Agence France-Presse (AFP). Fin février, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la suspension de ses activités après le meurtre d'un de ses employés locaux et de sa famille, et un incendie qui a en blessé trois autres et tué l'enfant de l'un d'eux.

« Traîtres à "la cause" »

« Les accidents ne sont pas surprenants au vu des conditions précaires, commente un humanitaire qui a requis l'anonymat. Mais certains incendies n'étaient pas accidentels. Le niveau de violence à Al-Hol est inouï. » Le dénuement et la diversité des populations créent des tensions, mais d'autres dynamiques sont à l'œuvre : « Des menaces visent ceux qui sont perçus comme des traîtres à "la cause", soupçonnés de transmettre des informations aux Kurdes. A l'inverse, d'autres sont menacés en raison de leurs contacts supposés avec l'EI, poursuit l'humanitaire. A cela s'ajoute la cohabitation entre des organisations financées par Damas, comme le Croissant rouge syrien,

« L'ANNEXE [D'AL-HOL] EST COMME UNE PRISON OÙ IL EST DANGEREUX DE NE PAS ADHÉRER À DES IDÉES TRÈS RADICALES », EXPLIQUE UN HUMANITAIRE

et des organisations internationales. [Le régime] a fait savoir à des employés d'ONG internationales qu'il les avait fichés. »

La situation est pire encore dans « l'Annexe », la partie du camp réservée aux 10 000 femmes et enfants qui ne sont ni syriens ni irakiens. Ils vivent coupés de l'extérieur – même si des portables circulent sous le manteau –, avec un accès restreint aux ONG. « L'Annexe est comme une prison où il est dangereux de ne pas adhérer à des idées très radicales. Etre vu en train de parler à des étrangers ou porter du khôl peut entraîner des représailles », souligne l'humanitaire. « Les femmes ont peur des mouchardes : des radicalisées qui travaillent pour l'EI, comme de celles qui travaillent pour les Kurdes. Elles sont épuisées, sans perspective d'avenir. Certaines sont en train de perdre la tête. Les enfants, eux, grandissent [sans éducation] et avec des traumatismes », décrit une source bien renseignée sur le sort des Françaises.

« Futurs combattants »

La radicalisation au sein du camp inquiète les experts de l'ONU qui traquent l'Etat islamique. « Des cas de radicalisation, d'entraînement, de collectes de fonds et d'incitation à des opérations extérieures ont été signalés », ont-ils prévenu dans un rapport, fin janvier, ajoutant que des « mineurs seraient indoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants » de l'EI. En face, les autorités kurdes sont démunies. Entre la mi-2019 et la fin 2020, le nombre de gardiens d'Al-Hol a été réduit de plus des deux tiers, passant de 1500 à 400. Beaucoup ont été mobilisés sur le front depuis l'offensive turque dans le nord de la Syrie, à l'automne 2019. « Les gardes s'en tiennent à la sécurisation du périmètre extérieur et, occasionnellement, à des campagnes de fouilles et d'arrestations au sein du camp », note un autre humanitaire.

Les évasions se multiplient. « Les femmes qui ont un lien étroit avec l'EI ont les moyens financiers et l'influence pour s'évader. Parfois avec l'aide de gardes corrompus », note l'humanitaire. Selon les experts ouniens, une évvasion d'Al-Hol ne coûtait pas plus de 3 000 dollars à la fin 2020. Plusieurs Françaises ont ainsi rejoint la région d'Idlib, à l'instar de Hayat Boumeddiene, ou la Turquie, comme Sarah Talib, arrêtée près de l'ambassade de France à Ankara, le 23 février.

La multiplication des évasions a dû peser dans la décision de transférer, à l'été 2020, 80 femmes et 200 enfants français (selon un décompte des avocats des familles) dans le camp de Roj, plus sécurisé. « Toutes les Françaises n'ont pas été transférées, nuance la source proche du dossier. Certaines se sont cachées à Al-Hol, ce sont les plus radicalisées qui ne veulent pas être rapatriées. Elles savent qu'à Roj, il est impossible de s'évader. Celles-là, on ne les retrouvera jamais. » ■

HÉLÈNE SALLON



DESSIN RÉALISÉ PAR UNE JEUNE FILLE DE 14 ANS, dans un atelier d'expression graphique, à Alep, au cours de l'été 2013. C'est pendant cette période que les forces armées de l'opposition se lancent à l'assaut de la ville. Mal équipés, les rebelles parviennent néanmoins à s'imposer en quelques jours dans les quartiers de l'est et du centre de la ville, détruisant ou s'emparant au passage de plusieurs chars du régime. SOLINFO/DÉFLAGRATIONS



C'EST DANS UNE ÉCOLE D'ALEP QU'UN JEUNE GARÇON (son âge exact est inconnu) a réalisé ce dessin en 2013, année qui voit le destin de la métropole basculer irrémédiablement. Elle débute avec le massacre, en janvier, de 147 civils retrouvés les mains liées et une balle dans la tête sur les berges du Qouweiq, qui traverse la ville. Avec les manifestations, les morts et les funérailles se multiplient. A l'été, la ville est scindée en deux, de part et d'autre du fleuve. La rive est passée sous le contrôle de l'opposition jusqu'à sa défaite, en décembre 2016. SOLINFO/DÉFLAGRATIONS

Après ses succès militaires, la Russie craint l'enlisement

Moscou a réussi à s'imposer comme l'acteur central du jeu syrien, mais les ambitions de Bachar Al-Assad entravent toute solution politique

MOSCOU - correspondant

C'est une guerre invisible, disparue des écrans après les avoir saturés. Impopulaire, aussi. Les « trophées » ramenés de Syrie, circulant à travers la Russie, en 2019, n'ont pas suscité l'enthousiasme escompté. Cette exposition organisée par le ministère de la défense a déclenché un flot de critiques sur les réseaux sociaux, qui ont dénoncé le coût de cette opération de propagande et son mauvais goût. Depuis, les annonces triomphales ont cessé, tout comme les vidéos de frappes aériennes, les concerts dans les ruines de Palmyre ou les reportages sur l'aide apportée aux populations syriennes...

Malgré les multiples annonces du président Vladimir Poutine – la première remontant à mars 2016, soit moins de six mois après le début de son intervention armée –, le contingent russe en Syrie (autour de 3 000 hommes aujourd'hui, sans compter les mercenaires de la société Wagner) n'est pas près de rentrer au pays. Et il achèvera sa mission en toute discrétion, s'il l'achève un jour. Car, après les victoires militaires, commence à poindre la crainte de l'enlisement.

Les difficultés actuelles n'enlèvent rien aux succès initiaux. L'arrivée dans le ciel syrien, en 2015, des MIG et Sukhoï russes a changé la donne au sol. Résultat d'une stratégie délibérée de bombardements intensifs, leurs opérations ont terrassé les rebelles – englobés sous le qualificatif de « terroristes » quelle que soit leur affiliation politique –, rendant au régime Assad le contrôle sur le corridor stratégique de la Syrie utile, le long de l'axe Deraa-Damas-Alep. Elles ont aussi fait 6 862 victimes civiles, selon le dernier décompte, en mars, du Syrian Network for Human Rights (SNHR).

Adossé à ses bases de Tartous et de Hmeimim, Moscou a profité du théâtre syrien pour expérimenter de nouveaux équipements, cependant que son armée achevait sur le terrain la mue entamée par les réformes en 2008 : environ 500 généraux et 90 % des pilotes russes sont passés par la Syrie, selon un décompte établi, en octobre 2020, par le journal militaire *Krasnaïa Zvezda*.

Grande puissance incontournable

Sur un plan géopolitique, le gain est également incontestable. Le conflit syrien a permis à la Russie, devenue paria pour son action en Ukraine en 2014, de regagner son statut de grande puissance incontournable, et pas seulement par son pouvoir de nuisance. En six ans, elle s'est imposée comme l'acteur central du jeu syrien, capable de parler aussi bien à l'Iran qu'à Israël et, surtout, de tenir à distance les Occidentaux. Le réveil russe est ainsi le miroir des renoncements américains, de Barack Obama à Donald Trump.

Depuis la fin 2018 et la relative stabilisation des fronts, l'équation s'est toutefois complexifiée. Se voir consacrer arbitre du chaos ne suffit pas à résoudre le conflit, ni à gommer les intérêts contradictoires des protagonistes. « Les positions des acteurs les plus impliqués (Russie, Iran, Turquie) ont atteint un point d'équilibre, note Alexandre Choumiline, directeur du Centre d'études Europe-Moyen-Orient de l'Académie des sciences de Russie. Une action de l'un ne peut qu'entraîner des problèmes pour l'autre, ou la dégradation de la situation générale. C'est une impasse. »

Cette impasse a failli dégénérer en guerre ouverte, début 2020, quand Ankara a décidé de lancer ses troupes pour stopper l'avancée du régime syrien dans la région d'Idlib. Depuis, le processus de négociations d'Astana a perdu de son ambition initiale, pour ne devenir qu'un instrument de désescalade. Même entre alliés de Damas, le consen-

« MOSCOU DISPOSE DE MOINS DE LEVIERS, DEPUIS QUE L'USAGE DE LA FORCE N'EST PLUS L'OUTIL EXCLUSIF »

MAXIME SOUTCHKOV
chercheur non résident
au Middle East Institute

sus y est minimal. Le Kremlin peine à transformer sa victoire militaire : accomplir la paix est plus difficile que remporter la guerre. « Moscou dispose de moins de leviers, depuis que l'usage de la force n'est plus l'outil exclusif, explique Maxime Soutchkov, chercheur non résident au Middle East Institute. La plupart des outils sont aujourd'hui dans les mains de Bachar Al-Assad. »

C'est un paradoxe de l'intervention russe : alors que M. Assad avait besoin des Russes pour sa survie, Alexandre Choumiline estime que « le rapport s'est presque inversé. La Russie se retrouve la plus dépendante, car elle n'a aucune alternative ». Le dictateur syrien n'a certes pas retrouvé le contrôle de l'ensemble du territoire, mais il est désormais courtisé par des pays auparavant hostiles, du Golfe pour l'essentiel. Cela lui permet de s'émanciper de la tutelle russe, alors même que Moscou a besoin de sa coopération pour remplir ses objectifs : rendre le régime syrien présentable pour amener les Occidentaux à participer à la reconstruction du pays ; obtenir une solution politique entre les factions syriennes, qui permettrait à Moscou de sortir par le haut.

Sabotage de Damas

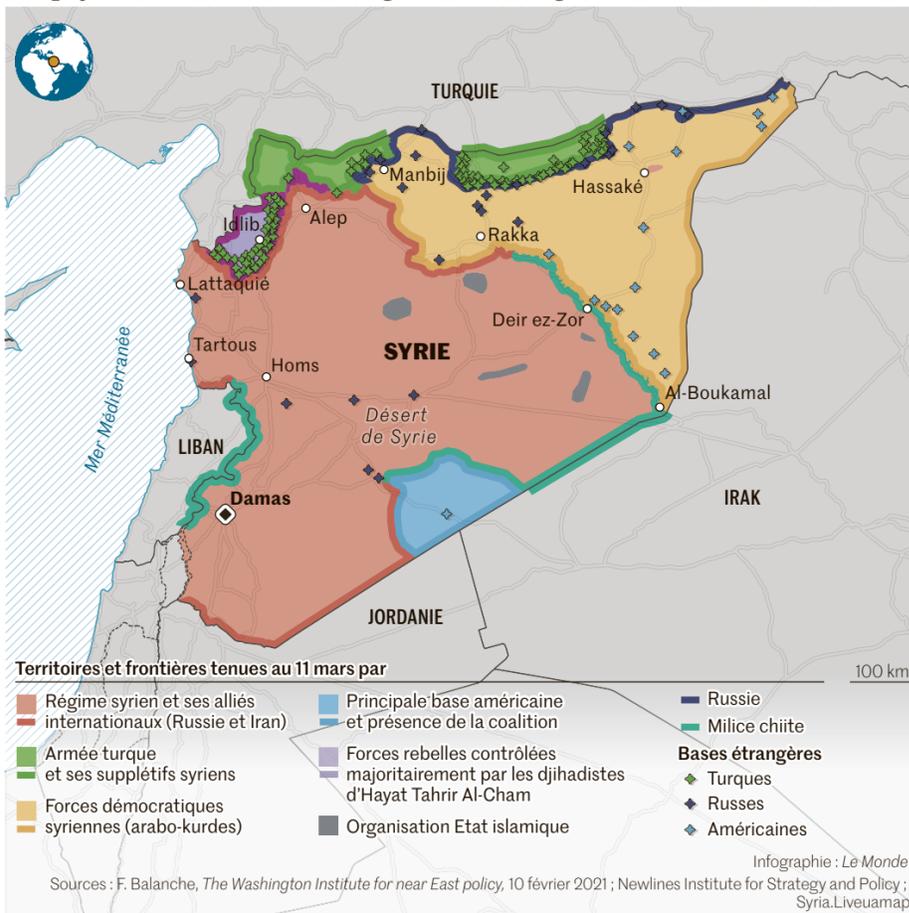
« Le mécontentement de Moscou envers Damas est fort, dit Alexandre Choumiline. Le sentiment est qu'il sabote les efforts russes. » Exemple parmi d'autres de ce « sabotage », le Comité constitutionnel, qui réunit, sous l'égide des Nations unies, le régime, des membres de l'opposition et de la société civile, n'est pas parvenu à modifier un seul article de la Constitution syrienne – en raison des blocages de Damas. « La Russie est coincée avec Assad, un constat que celui-ci instrumentalise pour consolider son pouvoir, analyse Maxime Soutchkov. Pas sûr que les solutions originales abondent à Moscou pour sortir de cette ornière. »

En attendant, les bases de Tartous et de Hmeimim vont être agrandies pour pérenniser la présence russe en Syrie. Demeurer sur le terrain est à la fois inévitable et coûteux – entre 2,5 et 4 millions de dollars par jour, selon les sources. Quant aux pertes humaines, elles s'élèveraient entre 117 et 191 soldats, selon des données non exhaustives, auxquelles il faut ajouter plus de 250 mercenaires de la société Wagner, dont la présence n'a jamais été reconnue par le Kremlin. Le prix est d'autant plus lourd à payer que les perspectives sont limitées. « Le seul espoir, pour Moscou, consiste à préserver son influence. Il ne s'agit plus d'obtenir des avancées concrètes ou de quelconques changements », note Alexandre Choumiline.

Si la Syrie a quitté le devant de la scène russe, elle n'est pas sortie des esprits. Les Russes n'ont pas besoin d'évoquer l'expérience américaine en Irak pour songer au risque d'enlisement. Dans l'opinion publique, le conflit syrien est parfois associé à la décennie désastreuse (1979-1989) de la guerre soviétique en Afghanistan. Selon un sondage de l'institut Levada, en mai 2019, une majorité de Russes se déclaraient en faveur d'un retrait de Syrie ; 37 % des personnes interrogées disaient aussi redouter un « nouvel Afghanistan ». ■

BERNOÛT VITKINE

Un pays divisé et soumis aux ingérences étrangères



Pour Téhéran, des promesses économiques sans lendemain

Doublé par Moscou, l'Iran n'a pas obtenu le « retour sur investissement » escompté pour son soutien militaire au régime Assad

Pour sauver la mise de son allié syrien, Bachar Al-Assad, l'Iran n'a pas regardé à la dépense. En dix ans de guerre, des milliards de dollars ont été engloutis, les cerveaux des plus hauts gradés de l'armée ont été convoqués. Pour écraser la rébellion syrienne, des unités d'élite de la force Al-Qods et du Hezbollah libanais, rompu aux techniques de la guérilla, ont été mobilisées dès 2012, renforcées par des milices hétéroclites de chiites irakiens, afghans et pakistanais... Le nombre de morts, parmi ces hommes envoyés par l'Iran, n'a jamais été communiqué, mais il pourrait s'élever, selon les estimations, à plusieurs milliers.

C'est dire si un « retour sur investissement » est attendu par Téhéran, d'autant que la polémique autour de ce dispendieux engagement militaire n'a cessé d'enfler, au fur et à mesure que l'Iran s'est enfoncé dans la crise après le retour des sanctions américaines, à l'été 2018. Les Iraniens, qui ont manifesté par milliers, en novembre 2019, pour protester contre la hausse du prix de l'essence, exhortaient aussi leurs dirigeants à régler les problèmes économiques du pays plutôt que de s'occuper de la Syrie.

Obstacles bancaires

Il y a bien eu quelques annonces laissant miroiter des retombées économiques. Des accords ont été conclus, notamment l'octroi d'une licence à un opérateur de téléphonie mobile. La visite officielle du vice-président iranien, Eshagh Jahangiri, à Damas, en janvier 2019, avait été l'occasion de signer un mémorandum sur « une coopération économique et stratégique à long terme », et de conclure une dizaine de protocoles d'accord, portant notamment sur l'exploitation des mines de phosphate de Al-Charqiya et Khunayfis. Autre perspective positive, la construction de 200 000 unités de logement avait été attribuée à l'Association des constructeurs d'habitations collectives, une entreprise privée iranienne.

« Les Syriens sont très enthousiasmés à l'idée que des acteurs iraniens

s'investissent dans leur pays », s'était un peu vite félicité Iraj Rahbar, patron de cette société, dans un entretien accordé à son retour à l'agence de presse officielle iranienne ISNA. Il avait rapporté ces propos, attribués au premier ministre syrien, Imad Khamis : « L'Iran est, pour nous, le partenaire étranger prioritaire lorsque nous allouons des projets. »

Son optimisme a fait long feu. En décembre 2020, il se désolait de ce que son projet d'appartements n'ait pas démarré. En cause, assurait-il au site d'information Mehr, les difficultés du secteur privé iranien d'investir en Syrie, les obstacles bancaires – les deux pays figurant sur la liste noire des sanctions américaines – et l'écrasante bureaucratie syrienne. Une frustration largement partagée, et attisée par le sentiment que l'autre partenaire du régime Assad, la Russie, est en train de s'arroger la part belle du gâteau. Autant le général Rahim Safavi, ancien commandant des gardiens de la révolution et conseiller militaire personnel du Guide suprême, Ali Khamenei, se voulait rassurant, en 2018, en comparant les dépenses iraniennes en Syrie à des « prêts » qui seraient « remboursés par l'attribution de contrats à Téhéran ». Autant il déplorait, en septembre 2020, que « les Russes tirent davantage profit de la Syrie que nous ».

« Militairement, le soutien des Russes [à partir de septembre 2015] a été décisif. Économiquement et techniquement, leurs capacités dépassent de loin les nôtres », avance, de Téhéran, un membre du ministère de

l'économie présent lors de la visite officielle de 2019. Ce qui expliquerait « une véritable préférence pour Moscou, au détriment de Téhéran », observée à Damas.

Les protocoles d'accord sont « pour la plupart restés lettre morte, en raison du manque de ressources financières en Iran », note Hamidreza Azizi, professeur invité à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité à Berlin. Les sommes colossales qu'il faut verser en pots-de-vin pour obtenir un marché sont un autre obstacle pour les hommes d'affaires iraniens.

Influence culturelle

Le manque de liquidités affecte d'ailleurs tous les aspects de l'influence iranienne en Syrie. Ainsi, la République islamique n'a plus les moyens d'entretenir ses affidés locaux, comme elle le faisait au début de la guerre. « Téhéran a encouragé ses auxiliaires en Syrie à se débrouiller seuls et à aller trouver l'argent ailleurs », affirme Hamidreza Azizi. Ce qui aurait pour conséquence de détériorer davantage la situation sécuritaire en Syrie.

L'Iran ne dispose par ailleurs d'aucun levier sur l'économie parallèle, qui a prospéré dans le marasme syrien, avec ses réseaux de contrebande et ses seigneurs de guerre soucieux de protéger leur butin. Ne lui restent que l'influence culturelle, relayée à travers les lieux de culte chiites en Syrie, et l'éducation (reconstruction d'écoles, formation de professeurs d'université dans tous les domaines, coopération sur la réécriture de programmes scolaires). « L'objectif de Téhéran est avant tout stratégique et inscrit dans la durée, défend le membre du ministère de l'économie iranien. A ce stade, les questions de pertes et de bénéfices ne se posent pas. Le temps viendra pour l'Iran et son secteur privé de tirer profit de la Syrie. »

Dans l'axe stratégique que constitue pour l'Iran la route menant de Téhéran à Beyrouth, la Syrie reste et restera un maillon tout aussi essentiel qu'incontournable. Quel qu'en soit le prix. ■

GHAZAL GOLSHIRI

« L'IRAN EST POUR NOUS LE PARTENAIRE ÉTRANGER PRIORITAIRE LORSQUE NOUS ALLOUONS DES PROJETS », ASSURAIT LE PREMIER MINISTRE SYRIEN EN 2019



CETTE DESCRIPTION DE RAKKA, capitale syrienne de l'organisation Etat islamique (EI) de 2013 à 2017, a été dessinée, en 2019, par une de ses habitantes âgée de 12 ans. Sous l'avion qui crache des bombes, à droite, est représentée la place Al-Naïm, où avaient lieu les exécutions publiques et où étaient exposés les têtes coupées ainsi que les drapeaux noirs de l'Ei. Au centre, le véhicule porte sur son flanc l'inscription manuscrite « police des mœurs ». SOLINFO/DÉFLAGRATIONS

Désolation et insécurité dans les protectorats turcs

Les régions du Nord syrien étroitement contrôlées par Ankara sont en proie à une violence endémique

ISTANBUL - correspondante

À l'automne 2020, Özkan, un universitaire turc, a failli être recruté par l'université de Gaziantep, alors en quête d'un maître-assistant pour sa nouvelle antenne, la faculté des sciences de l'éducation à Afrin, dans l'une des régions occupées par la Turquie dans le nord de la Syrie. « J'ai longtemps hésité. Les conditions matérielles étaient bonnes, mais, après réflexion, j'ai décliné à cause de l'insécurité », explique le jeune homme, soucieux de garder l'anonymat et toujours en quête d'un poste. Conquises par l'armée turque appuyée de rebelles syriens alliés, en mars 2018, après en avoir délogé la principale force armée kurde (YPG, Unités de protection du peuple), Afrin et sa région sont en proie à une violence endémique. Des attentats à la voiture piégée et des assassinats ciblés, attribués par Ankara aux combattants kurdes, se multiplient.

La sécurité à Afrin, comme dans les autres régions de Syrie contrôlées par la Turquie, « peut être qualifiée de fragile », souligne le chercheur syrien Khayrallah Al-Hilu, auteur d'une étude sur la situation dans les protectorats turcs, publiée en janvier, dans le cadre du projet « Wartime and Post-Conflict in Syria » du Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de Florence.

Au fil de ses interventions militaires – dans le nord d'Alep en 2016, à Afrin en 2018, et à Aïn Issa et Tall Abyad en 2019 –, la Turquie a repoussé sa frontière de quelques dizaines de kilomètres, érigeant sa propre zone d'influence en Syrie. Sur place, sa stratégie repose sur deux principes : d'une part, le changement démographique, notamment le remplacement des populations kurdes par des Arabes et des Turkmènes, et d'autre part, l'instauration d'une administration locale subordonnée aux structures administratives turques.

De fait, ces territoires syriens sont désormais gérés par les provinces turques adjacentes. Gaziantep régent une partie du gouvernorat d'Alep, Hatay gère Afrin, et Sanliurfa gouverne les villes de Tall Abyad et Ras Al-Aïn. Les administrateurs turcs sont présents à tous les échelons ; la langue turque est mise sur un pied d'égalité avec l'arabe ; et la livre turque a supplanté la livre syrienne.

« Loyauté absolue »

Selon le rapport de l'Institut de Florence, les administrateurs syriens doivent faire preuve d'une « loyauté absolue envers la Turquie ». Plusieurs personnalités syriennes ont ainsi été exclues des conseils administratifs locaux, des conseils entiers ont été dissous « sur de simples soupçons quant à leur loyauté », notamment dans les villes de Maabatlî et de Cheikh Al-Hadid.

Les protectorats turcs assurent des niveaux de sécurité et de services disparates selon leur com-

position démographique et les factions qui les gèrent, souligne la même étude : « Là où les factions dominantes de l'Armée nationale syrienne [une coalition de groupes rebelles devenus auxiliaires de l'armée turque en Syrie, SNA] n'incluent pas de combattants locaux, comme à Afrin et Ras Al-Aïn, les violations sont nombreuses et la sécurité minimale. »

Au cours des trois opérations militaires qu'elle a menées dans le nord de la Syrie, l'attitude d'Ankara envers les populations locales a varié d'une région à l'autre. « Les forces turques ont ainsi agi avec une grande sévérité dans les régions d'Afrin et de Ras Al-Aïn, laissant libre cours aux exactions de la SNA contre les Kurdes, tout en restreignant l'accès aux services dans ces zones », constate l'étude.

A Afrin, « malgré la forte emprise sécuritaire de la Turquie, onze assassinats de membres de la SNA ont été revendiqués dans le cadre de l'opération kurde « Olive Anger » [« Colère de l'olivier » par opposition au « Rameau d'olivier »] au cours du premier semestre 2020, portant le nombre total de ces opérations à quarante, depuis la conquête de la région » par les forces turques et leurs alliés. La ville syrienne d'Al-Bab, située au nord-est d'Alep, est, elle aussi, en proie à l'insécurité : des cellules de l'organisation Etat islamique demeurent actives et la division Hamza, l'une des factions syriennes alliées à Ankara, y multiplie les exactions.

SANS SÉCURITÉ, PAS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, PAS DE PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LA POPULATION LOCALE

Malgré les améliorations – fourniture d'eau et d'électricité, ouverture d'hôpitaux, création de facultés et d'écoles, inauguration de douze bureaux de la poste turque, création de chambres de commerce – mises en avant par la Turquie, « les investissements susceptibles de relancer l'économie locale sont insuffisants. Peu d'infrastructures ont été reconstruites – une route ou deux, pas plus », explique Agnès Favier, spécialiste de la région et directrice du projet « Wartime and Post-Conflict in Syria ».

D'après la chercheuse, la Turquie, en s'abstenant de fixer les limites de son influence, conserve « une carte dans les négociations menées par Ankara avec la Russie, l'Iran et éventuellement avec Damas ». Pour l'instant, au-delà de la volonté de contenir une éventuelle autonomie kurde, force est de constater que la Turquie « n'est pas dans une stratégie d'investissement ».

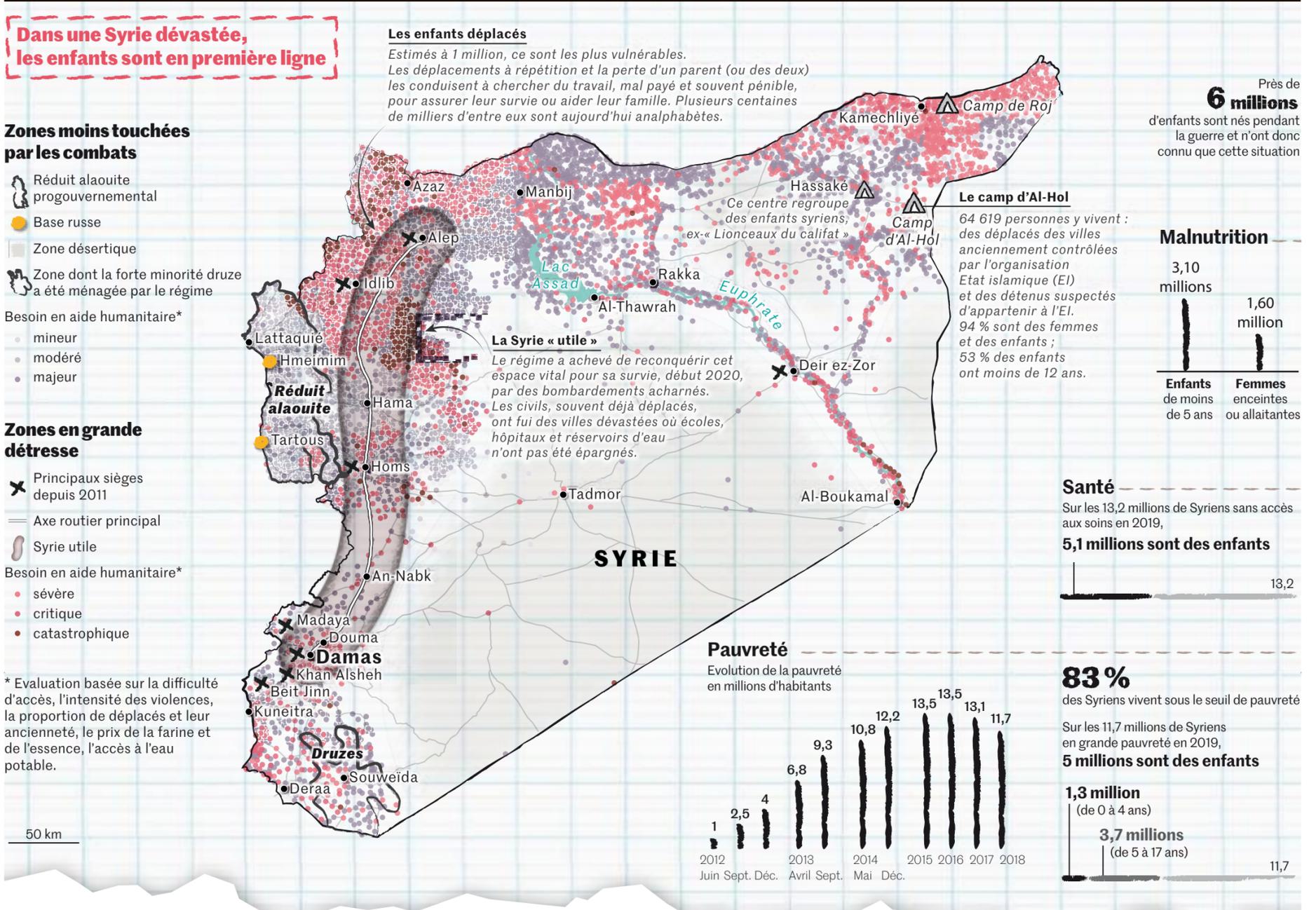
En attendant, l'insécurité bloque toute perspective de développement. « En monopolisant une grande partie de l'activité

économique et en imposant le versement de pots-de-vin, les factions armées [locales] ne peuvent que dissuader les investisseurs turcs qui voudraient s'impliquer », estime-t-elle. Sans sécurité, pas d'activité économique, pas non plus de perspectives d'emploi pour les habitants.

Dans un tel contexte, le retour des Syriens réfugiés en Turquie dans leurs régions d'origine est compromis. « Or, tel était l'objectif initial affiché par Ankara », rappelle la chercheuse. Le départ des réfugiés reste cependant l'une des préoccupations principales du président Recep Tayyip Erdogan. Après avoir accueilli 3,6 millions de Syriens, le pays estime avoir atteint une limite. D'autant que la population turque, confrontée à la perte de son pouvoir d'achat et à la montée du chômage, tolère de moins en moins la présence de ces « frères », à qui la Turquie avait ouvert ses portes, dès le début du soulèvement syrien, en 2011.

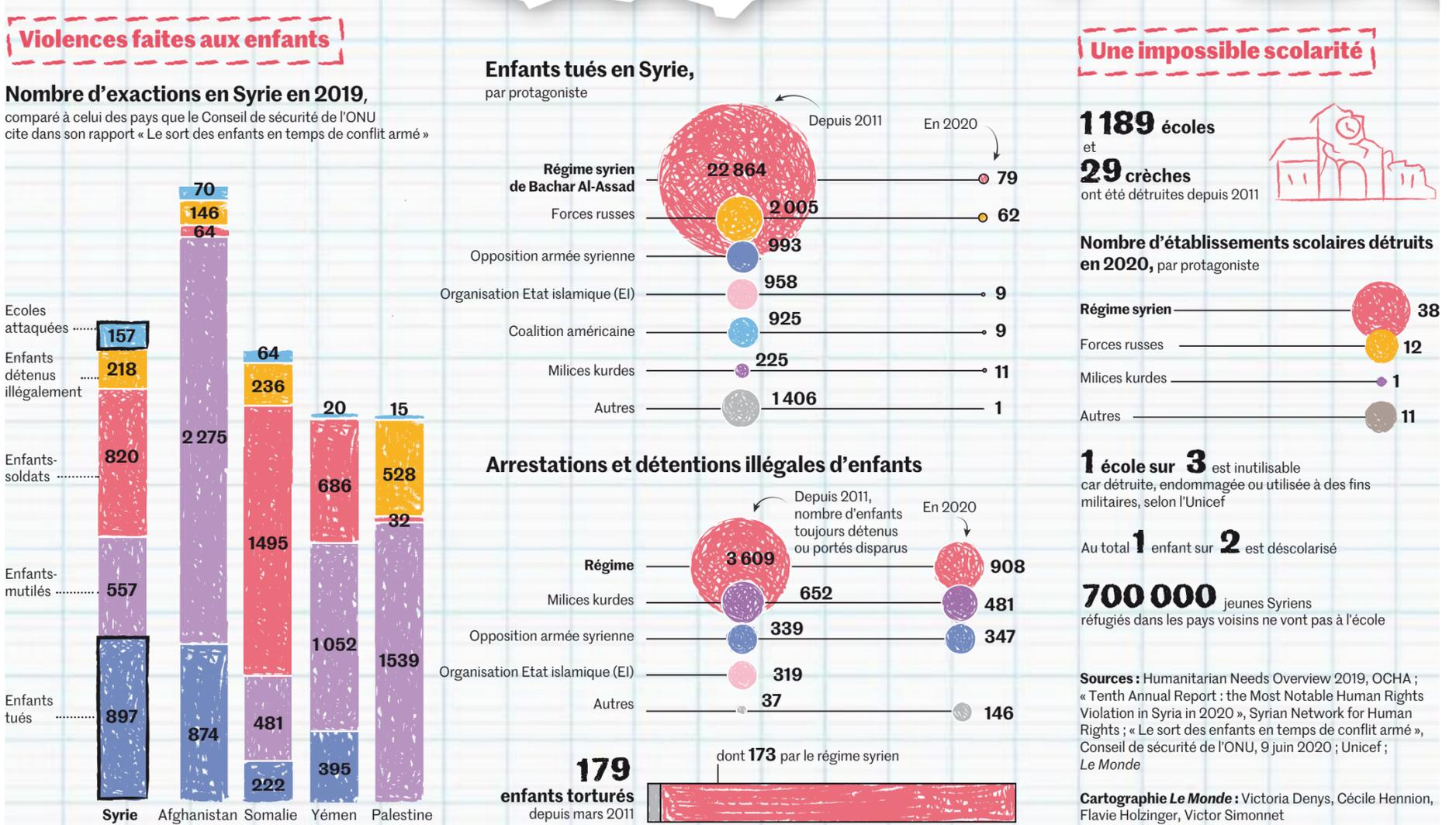
D'après des chiffres du ministère de l'intérieur turc, 414 000 Syriens seraient repartis dans leur pays ces dernières années. Assurance avait ensuite été donnée que 200 000 réfugiés supplémentaires retourneraient chez eux, dans les régions « libérées » par l'intervention militaire de l'automne 2019, dans le nord-est de la Syrie. Mais, comme le souligne Khayrallah Al-Hilu dans son enquête, « presque aucun retour n'a été enregistré ». ■

MARIE JÉGO

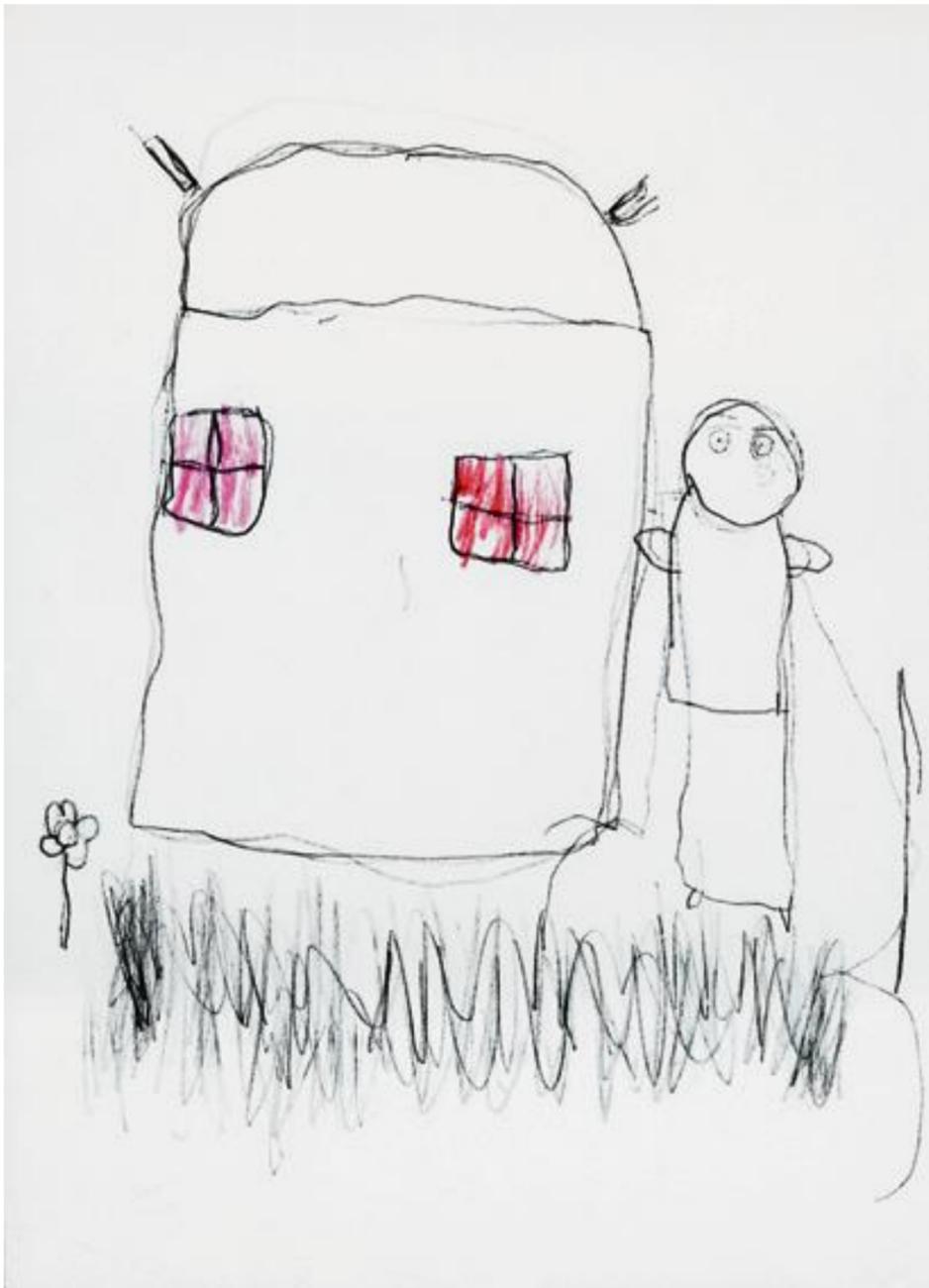


Les enfants, génération sacrifiée

Tués, torturés, enrôlés de force, déscolarisés... Aucune des violences infligées aux adultes n'a été épargnée aux plus jeunes



DESSIN RÉALISÉ PAR AYAH, enfant syrienne dont l'âge exact n'est pas connu, dans la ville turque de Gaziantep, en 2014, où elle a trouvé refuge. L'impuissance et l'effroi s'incarnent dans une silhouette, privée de parole et aux yeux exorbités, tournant le dos à une maison sans porte, seulement dotée de fenêtres grillagées de rouge. Et une fleur...
SOLINFO/DÉFLAGRATIONS



« LES DÉTENUS DANS LA PRISON » A ÉCRIT SUR SON DESSIN UN GARÇON D'ALEP, âgé de 11 ou 12 ans. Jusqu'à la prise de l'est de la ville, à l'été 2012, par les forces de l'opposition, les manifestants sont arrêtés en masse. La torture quasi systématique est alors érigée par le régime en arme stratégique pour insuffler la terreur parmi les habitants. Les empreintes sanglantes représentées ici évoquent le supplice de la *falaqa*, bastonnade de la plante des pieds. Dessin collecté, en 2014, dans un atelier. SOLINFO/DÉFLAGRATIONS

Le long combat contre l'impunité des criminels du régime

La première condamnation pour « complicité de crimes contre l'humanité » d'un sous-officier syrien en Allemagne donne espoir aux chasseurs des crimes d'Assad

Dix ans après le début de la guerre civile, c'est le premier verdict visant un membre du régime syrien. Eyad Al-Gharib, 44 ans, a été reconnu coupable de « complicité de crimes contre l'humanité » pour meurtres et torture, le 24 février, et condamné à quatre ans et six mois de prison par la Haute Cour régionale de Rhénanie-Palatinat, à Coblenz, en Allemagne, où il avait tenté de se réfugier en 2018.

Tout au long de ce procès, ouvert en avril 2020, l'ex-sergent des services de renseignements affecté à la « branche 251 » – le centre de détention Al-Khatib, de sinistre réputation, situé au cœur de Damas – n'aura cessé de dissimuler son visage. L'homme « n'est qu'un petit rouage dans l'énorme machine de torture du régime syrien », a commenté le musicien Wassim Mukdad, réfugié et partie civile du procès, peu après la sentence. Coplaignant, victime et témoin, il juge que « la route qui mène à la justice est longue » et ajoute, à visage découvert, que « l'un des objectifs est de voir comparaître Bachar Al-Assad et son cercle proche devant un tribunal ». Une bataille vient d'être remportée, mais pas encore la guerre.

Ce combat a débuté avec les premiers carnages émaillant les manifestations pacifiques de mars 2011. Alors que la répression ne connaissait plus de limites, que l'opposition au régime se fragmentait et prenait les armes, l'espoir d'une révolution s'est amenuisé. Nombre d'activistes syriens ont alors décidé de résister à leur manière. Parfois au risque de leur vie, ils se sont mis à documenter les exactions, et à accumuler les preuves contre ceux qui les commettaient – le régime, au premier chef. La condamnation d'Eyad Al-Gharib constitue la première victoire concrète de cette résistance à la barbarie. L'issue d'une deuxième bataille, attendue à l'automne, dépend de l'inculpation espérée de son coaccusé et ancien patron, Anwar Raslan, dont le procès se poursuit à Coblenz.

Ce haut gradé, colonel dans les services de renseignements, ne se cachait pas particulièrement à son arrivée en Allemagne, en 2014. Le quinquagénaire fut repéré dans un centre d'accueil pour réfugiés par l'une de ses victimes. Le colonel n'aurait pas pu plus mal tomber : celui qui vient de le reconnaître n'est pas du genre à reculer devant l'adversité. Issu d'une famille communiste d'Hama, Anwar Al-Bunni est avocat et militant des droits de l'homme. Dans la Syrie des Hafez, son engagement lui a valu des années de détention. Or son dernier séjour en prison, de 2006 à 2011, il le doit justement à cet homme au crâne dégarni, qu'il croise alors que lui-même tente de s'adapter à un exil forcé. « J'ignorais qu'un type pareil pouvait être mis en accusation en Allemagne, confie-t-il. En fait, il était désormais à notre portée ! » Il se mit en quête d'autres témoins, « des gens que j'avais défendus, à l'époque où j'exerçais en Syrie ».

L'officier est arrêté le 12 février 2019. La prise est belle. Anwar Raslan est le plus haut gradé du régime pris à ce jour dans les mailles tissées par un vaste réseau composé de militants et de juristes, syriens et occidentaux, partisans et praticiens de la justice internationale. Au gré de leurs enquêtes, ils lancent leurs filets pour ferrer les « gros poissons » du régime et, plus largement, prépa-

rer l'après-guerre. « La justice ne consiste pas seulement à mettre des criminels en prison, explique Anwar Al-Bunni. La justice, cela signifie la fin des crimes et la réconciliation. Avec elle, la vérité apparaîtra, les criminels confesseront ce qu'ils ont fait, le droit sera réformé. Mais ces crimes doivent être jugés dans notre pays, pas en Europe. Car c'est ce qui rendra l'espoir et la sécurité aux Syriens. »

INSTITUTIONS MULTILATÉRALES EN PANNE

Faute de pouvoir organiser de tels procès en Syrie, diplomates, procureurs et ONG ont multiplié les initiatives. Sur le dossier syrien cependant, les institutions multilatérales se révèlent cahotantes, voire en panne. Le projet d'un tribunal spécial n'a jamais franchi le stade d'ébauche. Au Conseil de sécurité des Nations unies, les veto systématiques opposés par la Russie à toute saisine de la Cour pénale internationale (CPI) ont conduit ces activistes à se tourner, de guerre lasse, vers les justices nationales. En Europe, le principe de compétence universelle – qui permet à un Etat de juger des faits qui ne se sont pas déroulés sur son territoire – les autorise, sous certaines conditions, à poursuivre les auteurs étrangers de crimes de masse commis à l'étranger. S'il a l'avantage d'écorner un brin l'impunité maîtresse dans la guerre syrienne, le concept suscite aussi les critiques : les plus hauts responsables continuent d'échapper à cette justice qui se déroule loin de la Syrie, et dont les procédures interminables s'énoncent dans une langue étrangère à celle des protagonistes, victimes, témoins, accusés.

En 2014, Anwar Raslan était également dans le viseur de la Commission pour la justice internationale et la responsabilité (CIJA), une organisation fondée dès 2011 rassemblant experts et analystes en vue de collecter les preuves des crimes commis en Syrie, notamment par le régime puis par l'organisation Etat islamique (EI).

« Nous traquons des suspects qui, comme Raslan, appartiennent à un niveau assez élevé de la hiérarchie. Il y en a une dizaine en Europe, des sales types ! », ponctue de sa voix rocailleuse le Canadien Bill Wiley, à la tête de la CIJA. « Il y a un esprit de village chez les Syriens, tout le monde se connaît, explique cet ancien enquêteur des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Nos enquêteurs savent que nous cherchons notamment des [ex-]membres de services de renseignements, aujourd'hui sous juridiction occidentale. » Quand l'un d'eux est repéré, « nous allons dans notre base de données pour identifier leurs réseaux. Raslan, par exemple, a travaillé dans les branches 251 et 285. Grâce à ces réseaux, on finit par obtenir un numéro de portable. Cela nous suffit pour signaler leur présence aux autorités du territoire, et fournir un dossier. »

Ces justiciers seraient-ils les « Simon Wiesenthal de la Syrie » ? « C'est différent, estime Anwar Al-Bunni. Les nazis, qui se cachaient ici ou là, avaient perdu la guerre. Ceux que nous traquons sont toujours au pouvoir. Ils sont fiers de leurs crimes. En Europe, ils s'exhibent en uniforme militaire sur les réseaux sociaux et profèrent des menaces. C'est un combat plus difficile. »

La raison d'Etat et les calculs d'agences de renseignement locales – elles aussi à la recherche de « sources » – interfèrent parfois avec la recherche d'un suspect. Comme celle du brigadier général Khaled Al-Halabi, par

exemple. A Rakka, où il a dirigé la branche 335 de la sûreté d'Etat pendant quatre ans, il a laissé un souvenir aussi terrible qu'impérissable. Lorsque la ville tombe aux mains des djihadistes de l'EI, en 2013, il fuit en France où il espère alors trouver refuge. Il aurait ensuite négocié, selon une enquête du quotidien autrichien *Kurier*, la protection des services autrichiens et israéliens.

EN LIBERTÉ EN OCCIDENT

« Nous l'avons traqué à Vienne fin 2015, et nous avons transmis un dossier au ministère de la justice autrichien, en janvier 2016. On a dit aux autorités que l'affaire était solide, que c'était plus lourd que Raslan, et que le gars était "fucking guilty" ! », s'insurge Bill Wiley. Las, les Autrichiens ne font rien, alors que l'homme, selon Wiley, « est très certainement le plus haut gradé et le plus coupable [du régime syrien] toujours en liberté en Occident ». Il faut attendre la fin du mois de mai 2018 pour que le parquet de Vienne lance une enquête, à la suite d'une demande d'Europol qui le soupçonne de « crimes contre l'humanité, de génocide et de crimes de guerre »... Entre-temps, l'homme est officiellement devenu introuvable.

C'est pourtant au nom de l'idée selon laquelle les Etats européens ne sauraient devenir « un havre de paix pour criminels de guerre » qu'ils se sont dotés de la compétence universelle. Pour « lutter contre l'impunité », l'Union européenne (UE) a également créé le « réseau Génocide », en 2002. Chaque suspect identifié est censé être extradé, ou jugé. Parmi la masse des Syriens qui, fuyant la guerre, arrivent en Europe se sont aussi glissés des tortionnaires. Qui, parfois, comme l'a expérimenté le colonel Raslan, se retrouvent à côtoyer leurs victimes. Les récits des réfugiés peuvent constituer de précieux éléments à charge. Ils sont les premiers à identifier leurs bourreaux, et les seuls à pouvoir témoigner des violences subies. « Nous ne pouvons interroger personne en Syrie, expliquait récemment le procureur allemand Christian Ritscher. Comme il n'y a pas de coopération judiciaire possible [avec Damas], nous nous basons sur des informations provenant d'ONG telles que Human Rights Watch, la CIJA et d'autres. »

Depuis 2012, la seule CIJA est parvenue à sortir des milliers de documents de Syrie, collectés sur place par des activistes. Durant les premières années de la guerre, notamment jusqu'à ce que l'intervention militaire russe de 2015 n'inverse le rapport de force et permette au régime de reconquérir le pays, chaque bâtiment gouvernemental, le moindre local militaire perdu ou abandonné aux forces de l'opposition fait l'objet de fouilles et de collectes minutieuses.

En reconstituant les maillons de la chaîne liant la mort de civils à des ordres émis en haut lieu, la CIJA a pu élaborer ce qui pourrait tenir lieu d'acte d'accusation, contre vingt-quatre personnalités du régime, dans l'hypothèse – pour l'heure illusoire – de procès en Syrie. A la masse des documents administratifs, des photos et des preuves matérielles sont venus s'ajouter les témoignages de victimes recueillis par les organisations de défense des droits de l'homme.

A la manière d'un procureur, enquêteurs, analystes et avocats se sont attelés à démonter, un à un, les rouages de la mécanique mortifère du régime : meurtres, actes inhumains, tortures, viols, déplacements forcés de population, utilisation de gaz chimiques, etc. « Extermination de masse », a conclu Amnesty International à propos du sort réservé à 5 000 Syriens, assassinés dans la prison de Saydnaya, au nord de Damas, entre 2011 et 2016. Ces enquêtes complètent la pièce à conviction majeure que constitue le rapport « César », du pseudonyme d'un photographe légiste de la police militaire qui a fui le pays en 2013, emportant plus de 45 000 clichés figeant à jamais des visages de suppliciés des geôles syriennes. Certaines ONG se spécialisent, comme Syrian Archive qui analyse et authentifie les innombrables vidéos postées en ligne depuis la Syrie.

Jamais un conflit n'aura été autant documenté. Pour autant, rien ne se profile qui s'apparenterait à un « tribunal de Nuremberg » pour la Syrie, devant lequel comparaitraient les grands criminels de cette guerre. Faute de tribunal ad hoc, l'Assemblée générale de l'ONU a créé, en décembre 2016, le Mécanisme impartial, international et indépendant (IIIM), qui centralise à Genève toute cette documentation syrienne, lui appose son « label » et la redistribue aux juridictions

qui réclament sa coopération – comme l'a fait l'Allemagne dans l'affaire Raslan. « Au-delà de notre soutien aux enquêtes en cours, notre travail consiste à préparer les poursuites futures, explique la magistrate française Catherine Marchi-Hueh, chef du Mécanisme. [Même si une juridiction pénale internationale était saisie], notre travail devra être mené à terme. Il servira un jour. Il rend difficile l'oubli, la mise sous le tapis et l'abandon de la responsabilité en raison d'opportunités politiques. »

Dans ce combat pour la justice, chaque possibilité est explorée. En septembre 2020, les Pays-Bas enclenchaient une procédure visant l'Etat syrien lui-même. Le ministre des affaires étrangères adressait une note diplomatique à la Syrie, l'accusant de violer la convention contre la torture. La Haye posait ainsi le premier jalon vers des poursuites contre Damas devant la Cour internationale de justice (CIJ), un organe judiciaire de l'ONU qui tranche les conflits diplomatiques. Les perdants en sortent affaiblis sur la scène internationale.

CRIMES IMPRESCRIPTIBLES

Selon Anwar Al-Bunni, le verdict contre Al-Gharib signifie déjà que « [ceux du régime] ne peuvent faire partie d'une quelconque solution politique en Syrie ». L'avocat affirme que les sbires du régime de Bachar Al-Assad sont aujourd'hui fébriles : « Nous savons que certains d'entre eux se procurent un autre passeport, sous un faux nom. Ils ont peur, oui ! » Avec, pour conséquence, des pressions et des menaces accrues sur les témoins ou leurs familles restées au pays. « Le régime commence à prendre ces procédures au sérieux. Ils ont longtemps gardé le silence, jusqu'aux mandats d'arrêt émis [en 2018] contre de Jamil Hassan [ancien chef des renseignements de l'armée de l'air de 2009 à 2019] et Ali Mamlouk [chef du bureau de la sécurité nationale]. Là, pour la première fois, ils se sont sentis obligés de réagir en condamnant sur une chaîne de télévision nationale, pendant quarante-cinq minutes, les "ONG impérialistes" et les "espions" qui œuvrent derrière ces mandats. Le nombre des menaces que nous recevons est un bon indicateur de leur inquiétude », abonde Mazen Darwish, directeur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), rencontré dans ses locaux. Une ruhe où s'affairaient enquêteurs et juristes.

Sous la menace d'une intervention occidentale, Damas avait accepté d'adhérer à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), en septembre 2013, et promis de détruire un arsenal colossal bâti durant plus de quarante ans. Mais cet engagement ne l'a pas empêché de récidiver. Au terme d'un sévère bras de fer opposant Rus-

JAMAIS UN CONFLIT N'AURA ÉTÉ AUTANT DOCUMENTÉ. POUR AUTANT, RIEN NE SE PROFILE QUI S'APPARENTERAIT À UN « TRIBUNAL DE NUREMBERG » POUR LA SYRIE

sie, Iran et Syrie à la France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, l'organisation a obtenu, en juin 2018, le pouvoir d'identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique. Lors de sa prochaine conférence, en avril, l'OIAC pourrait dénoncer aux Nations unies les violations de la Syrie. Des ONG espèrent qu'à cette occasion l'Assemblée générale des Nations unies finira par mettre sur pied un tribunal.

L'idée d'un tel tribunal resurgit régulièrement. En octobre 2020, Open Society Justice Initiative (OSJI) a relancé le débat après avoir déposé plainte, en Allemagne, pour « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre » visant plusieurs attaques chimiques imputées au régime. Une plainte jumelle a été déposée au tribunal judiciaire de Paris, le 1^{er} mars. D'autres sont à venir en Europe. L'OSJI incite Allemands et Français à mutualiser leurs forces, comme ils le font dans l'affaire Jamil Hassan, sous le coup de deux mandats d'arrêt émis par les deux pays, en 2018. « Quand j'ai reçu l'appel m'annonçant ces mandats d'arrêt, j'étais au supermarché, se souvient Mazen Darwish. Je me suis mis à rire et à danser... C'est ma femme qui a dû m'arrêter ! » Pour le procureur allemand Christian Ritscher, « dans ce genre de dossier, s'arrêter aux frontières n'a pas de sens ». Un constat soutenu par des parlementaires européens qui, début mars, ont réclamé la création d'un plan européen de lutte contre l'impunité, préconisant la création d'un fonds en faveur des victimes et une coopération accrue des justices européennes.

En attendant d'hypothétiques procès contre les plus hauts responsables du régime, cette multitude de preuves ne sont-elles amassées que pour l'histoire ? « Ce serait dramatique pour les victimes, estime Catherine Marchi-Hueh. Toutes ces enquêtes en cours, ajoutées aux quelques jugements déjà rendus (...), sont des messages importants envoyés aux personnes impliquées. C'est une manière de leur dire : "Aujourd'hui, vous vous sentez peut-être en sécurité, mais ça ne va pas durer !" S'ils font un petit retour [vers le passé], ils verront que la chasse aux criminels de guerre peut durer très longtemps. Ces crimes ne sont pas prescriptibles. » Pour Mazen Darwish, « ce mouvement en faveur de la justice redonne du pouvoir aux Syriens. Et il sera difficile de le stopper. Il y a aujourd'hui une armée de personnes prêtes à soutenir la justice ! » En arrivant à Berlin, raconte-t-il encore, « j'ai mis des mois avant de pouvoir parler de la torture. J'étais très en colère. Je sais qu'il est facile de devenir extrémiste. Et je crois que cet espoir de justice protège aussi les Syriens de l'extrémisme ». ■

STÉPHANIE MAUPAS
(LA HAYE, CORRESPONDANCE)
ET MADJID ZERROUKY

« NOUS TRAQUONS DES SUSPECTS QUI APPARTIENNENT À UN NIVEAU ASSEZ ÉLEVÉ DE LA HIÉRARCHIE. IL Y EN A UNE DIZAINE EN EUROPE, DES SALES TYPES ! »

BILL WILEY
Commission pour la justice internationale et la responsabilité

Autour de Mazen Darwich, une équipe à l'engagement tenace

Laminés par la répression, ces acteurs de la société civile, anciens piliers du soulèvement de 2011, poursuivent la lutte pour le changement

Pilier de la révolte contre le pouvoir de Bachar Al-Assad, la fragile société civile syrienne d'avant 2011 a été laminée par la répression, happée par la guerre. En son sein, l'équipe de Mazen Darwich et ses complices – avocats, journalistes... – ont payé un lourd tribut : prison, sévices, mort sous la torture, disparition, exil. Mais ils n'ont jamais renoncé.

Quand il fonde, au début des années 2000, le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), l'avocat Mazen Darwich sait qu'il marche sur un champ de mines. Le musellement du « printemps de Damas », mouvement réformateur qu'avait brièvement encouragé le pouvoir, lui a ôté l'illusion que la situation s'améliorerait sous la présidence du fils d'Hafez Al-Assad. Au gré des vicissitudes du régime syrien sur la scène internationale (paria des Occidentaux en 2005 ; courtisé à partir de 2008), le centre est toléré, ou fermé. Mazen Darwich est arrêté en 2008, puis interdit de

sortie du territoire. « Dans les années 2000, les réformateurs travaillaient en petits cercles fermés par mesure de sécurité », se rappelle un Syrien, collaborateur du SCM depuis Beyrouth. Certains tentent d'intégrer ces cercles. C'est ainsi que Bassam Al-Ahmad, militant des droits de l'homme au sein du mouvement kurde, rencontre Mazen Darwich et l'avocate Razan Zaitouneh, engagée dans la défense des détenus politiques, notamment islamistes, en Syrie.

Période d'exaltation

A la fin des années 2000, Mazen Darwich se sent las. « Les gens paraissaient accepter la situation. Puis est arrivé le "printemps arabe" : quand l'Egypte s'est soulevée, on a senti que la vague arrivait. La majorité des Syriens souffraient, seule la peur les paralysait jusqu'alors », se souvient-il depuis Paris, où il vit désormais.

Après de premiers rassemblements, organisés devant les ambassades d'Egypte et de Libye à

Damas, Mazen Darwich est parmi ceux qui appellent à une mobilisation, le 16 mars 2011, sur le sort des détenus syriens. Des participants sont passés à tabac, emprisonnés. Mais la révolte est en marche.

Commence alors une période d'exaltation, et de danger face à la répression sanglante du régime. Chacun vit mille vies. Avec Razan Zaitouneh et d'autres, M. Darwich participe à la mise en place des comités locaux de coordination, qui deviennent la colonne vertébrale du soulèvement pacifique. « Les deux premiers mois, on contrôlait les manifestations dans la plupart des régions, mais cela n'a pas duré. Des groupes islamistes ont commencé à dominer certaines zones. Ailleurs, nous avons reculé, par manque de soutien financier », raconte-t-il. « L'argent et le soutien des pays du Golfe [à la rébellion armée] nous a peu à peu volé notre révolution », regrette Bassam Al-Ahmad.

Les activistes deviennent les vigies de la révolution. Emanation

du SCM, le Centre de documentation des violations en Syrie est créé, avec Razan Zaitouneh aux commandes, dans la clandestinité. « Ces initiatives portaient notre rêve pour une nouvelle Syrie », dit Bassam Al-Ahmad. Mais, début 2012, les bureaux du SCM sont saccagés, la dizaine d'employés arrêtés. Trois d'entre eux, dont Mazen Darwich, passeront plus de trois ans en prison, « laboratoire de la violence et du sectarisme ». Bassam Al-Ahmad, incarcéré pendant quatre-vingt-sept jours, se souvient des interrogatoires : « Ils me disaient : "Comment toi, kurde et laïque, peux-tu participer à un mouvement islamiste sunnite ?" Le profil de [notre] équipe faisait dérailler leur grille de lecture. » Des détenus djihadistes de longue date, eux, sont relâchés dès 2011. « Le régime savait qu'ils prendraient les armes en sortant », dit Mazen Darwich.

A sa libération, à l'été 2015, le pays est méconnaissable. La guerre, partout. Les islamistes ont renforcé leur emprise sur la rebel-

lion armée. En septembre, les avions de chasse russes volent au secours du pouvoir, déjà soutenu par l'Iran et le Hezbollah libanais. Sur un plan personnel, les nouvelles sont désastreuses. Ayham Ghazzoul, un étudiant qui avait rejoint le SCM, est mort en prison, sous la torture. Razan Zaitouneh a été enlevée à Douma, un faubourg de Damas, où se sont implantés des groupes islamistes. Bassam Al-Ahmad s'est exilé en Turquie.

Diversité confessionnelle

La société civile, elle, s'est étoffée, mais « elle est devenue dépendante de donateurs étrangers. Cela a biaisé notre travail. Il y a eu aussi des batailles d'ego. Des activistes ont voulu mettre Mazen sur la touche à sa sortie de prison », affirme un de ses proches. Certains adoptent un discours sectaire, en contradiction avec la diversité confessionnelle et ethnique qui avait caractérisé le SCM. Les militants de la première heure sont taxés de naïveté par des critiques du régime

restés en Syrie. « Les premiers mois, nous étions portés par un sentiment d'unité nationale. Le régime a choisi de tout détruire », rétorque Mazen Darwich.

Réfugié en Allemagne, hanté par l'expérience de la torture, l'avocat s'enferme dans le silence, avant de reprendre la mission du SCM. Avec son épouse, Yara Bader, et d'autres, il travaille sur la justice et la citoyenneté. « Malgré ce qu'ils ont enduré, lui et son équipe ont conservé leurs valeurs. Ils n'ont jamais appelé à la violence », souligne Nadim Houry, directeur du think tank Arab Reform Initiative. « Un mouvement civil s'est développé dans les "trois Syrie" d'aujourd'hui – celle du régime, celle des islamistes d'Idlib, celle des Kurdes. C'est en le renforçant que nous obtiendrons le changement », espère encore l'exilé syrien au Liban. Pour Mazen Darwich, « la situation en Syrie est un désastre, mais ce n'est pas la fin ». ■

LAURE STEPHAN (BEYROUTH, CORRESPONDANCE) ET M.Z.

ENTRETIEN

Yassin Al-Haj Saleh

« Nous frappons à la porte mais personne ne nous répond »

Selon l'écrivain en exil, la seule Syrie indépendante est celle que forme la diaspora, qui se bat pour vivre et exister politiquement. Mais pour nombre d'Européens, cette présence ne fait pas sens

Yassin Al-Haj Saleh, 60 ans, est l'un des plus grands intellectuels syriens de sa génération. Homme engagé – son militantisme communiste lui vaut seize ans de prison (1980-1996) sous la dictature d'Hafez Al-Assad –, il prend fait et cause pour la révolution dès mars 2011. Il entre alors dans la clandestinité. En décembre 2013, son épouse, Samira Khalil, est enlevée avec l'avocate des droits de l'homme Razan Zaitouneh et deux autres activistes, probablement par un groupe islamiste, à Douma, dans les faubourgs de Damas, alors sous contrôle de la rébellion. Au même moment, deux de ses frères sont kidnappés à Rakka, leur ville natale, par l'organisation Etat islamique (EI). L'un d'eux est toujours porté disparu. Yassin Al-Haj Saleh s'exile en Turquie en 2014, puis rejoint l'Allemagne en 2017, où il intègre l'Institut d'études appliquées de Berlin. En France, certains de ses écrits ont fait l'objet d'un recueil, *La Question syrienne* (Actes Sud, 2016).

Comment concevoir la Syrie, pays morcelé par dix ans de guerre ?

Il y a d'abord le protectorat russo-iranien de Bachar Al-Assad. Puis le protectorat de la branche syrienne du PKK [parti kurde armé sécessionniste, interdit en Turquie] sous protection américaine, où se trouve le « Guantanamo européen » [où sont détenus les djihadistes, notamment européens, et leurs familles]. Il y a le protectorat turc, dans le Nord et le Nord-Est ; et la poche d'Idlib, où une branche d'Al-Qaïda essaie de se normaliser. Il y a encore la région occupée par Israël depuis 1967 [le Golan], sans compter le ciel syrien, que se partagent le protecteur russe du régime et l'agresseur israélien qui cible l'Iran et ses affidés chiites. Plus ces divisions de fait perdurent, plus elles se cristalliseront dans une division de droit de la Syrie.

Il y a enfin une sixième Syrie : diasporique, déterritorialisée, mais plurielle et indépendante du régime dynastique et génocidaire qui dirige le pays depuis cinquante et un ans. Cette Syrie-là se bat pour vivre et avoir une existence politique.

Les réfugiés forment-ils un groupe homogène, partageant les mêmes vues ?

Non, l'homogénéité n'existe que dans l'esprit de Bachar Al-Assad, qui se targue d'avoir façonné une « société homogène » – en dépit des innombrables vies humaines et infrastructures détruites. Certains réfugiés soutiennent le régime mais ont quitté leur pays pour ne pas être enrôlés dans l'armée. D'autres se sont exilés en raison de leur engagement, pour échapper à la mort. Enfin, beaucoup sont des gens ordinaires et dépolitisés qui ont fui pour mener une vie meilleure. Un large éventail d'opinions s'exprime au sein de la diaspora syrienne : 5,6 millions de personnes [selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés], c'est presque un tiers de la population ! Mais – j'insiste sur ce point –, ce sont eux qui forment la Syrie indépendante.

Cette diaspora est-elle influencée par ses pays d'accueil ?

Il s'agit de réfugiés, de gens qui ont été forcés de quitter leur environnement originel et qui, souvent, sont traumatisés. Ils ont fait du mieux qu'ils pouvaient dans des circonstances difficiles. Ceux

qui ont voulu se rendre en Europe pensaient sans doute pouvoir planifier leur vie. C'est un choix de la classe moyenne, qui n'est ni identitaire ni idéologique. Peut-être est-ce aussi un penchant naturel des Syriens, après un demi-siècle de règne de l'arbitraire. En Turquie, de nombreux Syriens sont conservateurs, mais beaucoup ne le sont pas. La Turquie étant désormais partie prenante au conflit syrien, il n'est pas facile de critiquer son rôle. Certains soutiennent le gouvernement turc aveuglément ; nous les surnommons les « Sourkiyou », néologisme construit à partir des mots « Syriens » et « Turcs » en arabe.

Les réfugiés en France sont une exception, parce que les consulats français sélectionnent les Syriens à qui ils donnent l'asile politique. Devinez quelle est la première question qui leur est posée : « Quelle est votre confession ? » Dans la France laïque, les chances d'être éligible [à l'asile] sont plus grandes si vous appartenez à une minorité [religieuse].

Les réfugiés syriens sont-ils devenus les « nouveaux Palestiniens » du monde arabe ?

Les temps ont changé, nous ne sommes plus à l'époque du na-

tionalisme arabe. Cela dit, à l'image des réfugiés palestiniens, on distingue deux grandes catégories de réfugiés syriens. Il y a d'abord les plus défavorisés, qui vivent avec leurs enfants dans des camps, sans accès à l'éducation. Ceux-là peuvent devenir une source de déstabilisation nihiliste. Les pays d'accueil peuvent les éloigner de cette tentation en leur offrant une éducation, des emplois, des droits politiques, voire en instaurant une forme de discrimination positive. Puis il y a ceux qui sont plus riches, mieux éduqués. Beaucoup sont entrepreneurs, ils peuvent devenir les acteurs d'une démocratisation là où ils se trouvent.

Comment expliquer la rapidité de l'intégration économique et sociale des Syriens en Allemagne ?

Qu'ils soient arrivés légalement en avion, ou à pied par la route des Balkans en 2015-2016, ils sont issus de la classe moyenne. Il leur a fallu payer des milliers d'euros pour arriver en Grèce, puis jusqu'en Allemagne. Par ailleurs, l'éthique du travail bien fait reste répandue parmi la classe moyenne urbaine musulmane, qui valorise la réussite, le travail, l'épargne, la disci-

« NOUS POUVONS PENSER LA SYRIE EN TANT QUE VICTIMES, OU EN TANT QUE COMBATTANTS POUR LA VIE. JE PRÉFÈRE LA DEUXIÈME ATTITUDE »

pline. J'imagine qu'ils ont choisi l'Allemagne parce que, à leur manière, ils se reconnaissent dans la mentalité protestante !

Qu'apporte la présence des Syriens à l'Occident ?

Nous incarnons un monde sans alternative. Nous frappons à la porte, mais pour l'instant, personne ne nous répond. Pour ce que j'en vois, nous n'existons toujours pas. La Syrie n'est pas entrée dans la théorie politique, dans la philosophie, la littérature ou la culture. Nous sommes là, sans que cela fasse sens pour la plupart des Européens. Pour l'Europe, la présence syrienne n'a encore rien exprimé. J'espère ne pas être trop syriano-centré en y voyant le symptôme d'une crise. L'Europe semble avoir perdu sa curiosité [pour le reste du monde].

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué en Europe ?

J'ai découvert la « souveraineté », au sens d'étape ultime de l'humanité – des individus, des Etats et de la civilisation. Et je vois la liberté comme une condition préalable à cette souveraineté.

En Europe, la liberté a été atteinte, mais pour nous, Syriens, elle reste une cause à défendre. C'est d'ailleurs peut-être une source d'incompréhension de nos combats. L'individu souverain n'est pas curieux de celui qui lutte pour la citoyenneté et la liberté, et moins encore de celui qui aspire seulement à une vie décente. Cette explication peut éclairer d'un jour nouveau la question du racisme [envers les réfugiés]. Il ne s'agit même pas d'islamophobie, mais plutôt de la distance incommensurable qui sépare ceux qui sont souverains de ceux qui se battent pour leur citoyenneté.

Quel rôle peut jouer la génération révolutionnaire qui a dû quitter son pays ?

J'ai tendance à être tragiquement optimiste. Ceux qui ont participé à la révolution ont acquis une expérience immense ; ils trouvent des moyens pour mieux la raconter, la représenter, l'interpréter. Ils ont pris part à

une très grande histoire, dont ils peuvent être fiers. La relation entre l'intime et le politique, et entre la Syrie et le monde, est centrale dans leurs trajectoires. Ce ne sont pas de vieux révolutionnaires aigris, car ils savent prendre en compte le désespoir, la mélancolie, l'épuisement, la perte. Pour moi, l'important est de développer un récit commun, qui nous est propre, pour pouvoir y trouver refuge et nous protéger du monde. Nous pouvons penser la Syrie en tant que victimes, ou en tant que combattants pour la vie. Je préfère la deuxième attitude.

Comment analyser la créativité foisonnante des jeunes artistes syriens en exil ?

C'est l'aboutissement de plusieurs phénomènes. Celui de vivre dans une Syrie indépendante [du régime]. La rencontre entre des expériences vécues et des outils de narration améliorés. Le résultat de révolutions personnelles, et d'une plus haute estime de soi pour avoir bravé le danger et y avoir survécu. L'obsession de documenter, dès le premier jour de la révolution, défiant une longue tradition d'oralité forcée. Et la soif de reconnaissance, après des décennies d'invisibilité et de soumission.

La Syrie incarne-t-elle le paradigme du XXI^e siècle : la volonté de mener une révolution totale contre la loi du plus fort ?

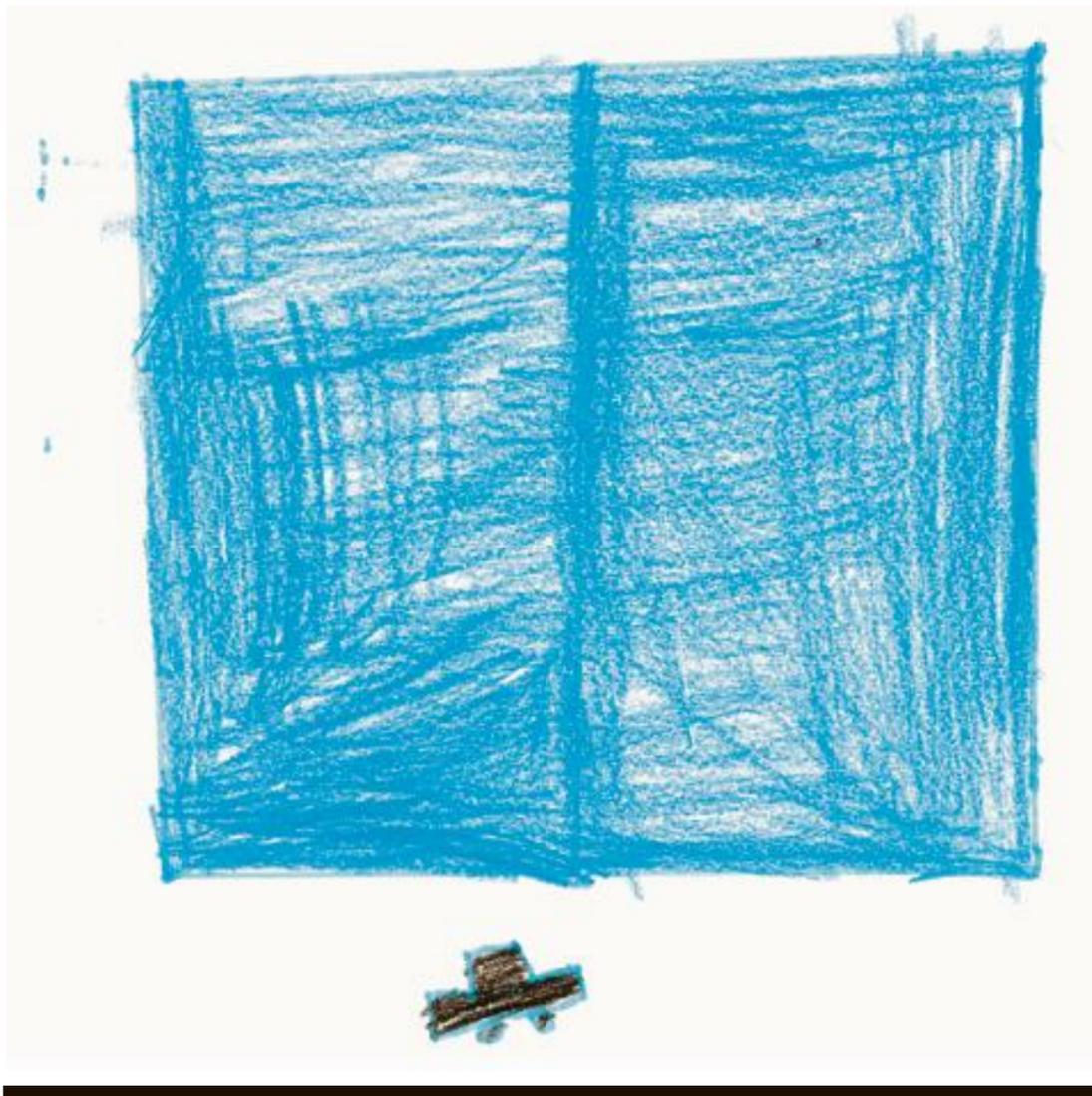
J'aime beaucoup cette idée. La Syrie est aujourd'hui une non-nation. Ce que je définis comme « la révolution impossible » a été défait d'une manière impossible. On dit souvent que la Syrie est le royaume du silence, je l'appelle plutôt le royaume de l'impossible. La troisième impossibilité, après la révolution et sa destruction, c'est l'émergence d'une nouvelle Syrie.

On peut se représenter les Arabes comme le prolétariat, et le Proche-Orient comme la prison que décrivait Marx au sujet de la Russie tsariste. La liberté est la cause de ce prolétariat. Priver de droits des dizaines de millions de personnes et les assigner à ce destin transforme ce prolétariat politique en un prolétariat religieux. Cette mutation rend sa libération plus impossible encore. Cette notion de prolétariat religieux et politique comme base conceptuelle d'une nouvelle émancipation est une conséquence de la révolution en Syrie, qu'on peut voir comme un Proche-Orient en modèle réduit.

Nous avons débuté [notre révolution] avec un ennemi : un régime tyrannique à potentiel génocidaire. Nous nous sommes retrouvés face à une pléthore de groupes religieux nihilistes et, eux aussi, potentiellement génocidaires. Puis des puissances étrangères nous ont occupés, au nom de la guerre contre le terrorisme. Ces nouvelles puissances coloniales ont légitimé le régime génocidaire. Quand M. Macron stipule que l'ennemi de la France est Daech [l'organisation Etat islamique] et que Bachar [Al-Assad] est l'ennemi des Syriens, il dit que son problème c'est le terrorisme visant les Français, et que le génocide visant les Syriens ne concerne qu'eux. J'insiste sur l'opposition entre terrorisme et génocide, parce que la vision du monde change selon que priorité est donnée à l'un ou à l'autre. La sécularisation de la politique et le soutien à des « Etats voyous » sont la solution au terrorisme, tandis que la démocratie, l'égalité et la justice sociale sont la solution aux génocides.

C'est en gardant à l'esprit cette dialectique entre terrorisme et génocide que le destin de la Syrie peut, un jour, révolutionner la pensée politique en réconciliant éthique et politique. D'après Santiago Alba Rico, grand intellectuel espagnol, c'est la définition même de la pensée de gauche. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE AYAD



DERNIER-NÉ D'UNE FRATRIE DE HUIT, l'auteur de ce dessin a fui la Syrie avec sa famille, en 2012, en Jordanie. Admis dans le centre de santé mentale d'Irbid, il est âgé de 8 ans, en 2017, quand une équipe de Médecins sans frontières lui propose de dessiner « un rêve ». L'enfant a acquiescé, puis saisi ses crayons. Une fois le dessin fini, voici ce qu'il leur a dit : « C'est une porte et une voiture. Nous revenons dans notre pays. Je me souviens de la porte. Elle était bleue. Je suis dans la voiture, avec toute ma famille. » MÉDECINS SANS FRONTIÈRES/DEFLAGRATIONS



JAVIER SORIANO/AFP